

MERCREDI 5 FEVRIER 2014

- = Or contre actions, qui a raison ? p.1
- = Comment améliorer son ratio d'endettement d'un seul coup de baguette statistique p.3
- = Fed : 1913-2013, le siècle perdu p.5
- = La vérité, toute la vérité sur la baisse des marchés actions p.9
- = Le choix de la Chine p.12
- = Energies et Economie: Revue Mondiale Janvier 2014 p.15
- = « SCOOP, le danger allemand. La Cour constitutionnelle veut rejeter les plans d'aides actuels ! » p.22
- = ALERTE météo : vigilance orange sur les marchés p.26
- = La dialectique de la mise en difficulté des émergents. On va secouer le cocotier! p.31
- = Les français se désendettent... p.34
- = Rions... du gaz de schiste... p.35
- = Edward Snowden : ILS NE SONT PAS AU BOUT DE LEUR PEINE p.36
- = CONFUSION BANCAIRE ET DÉSINFLATION FONT BON MÉNAGE p.37
- = MEA CULPA! p.38
- = Les stratégestes sont presque tous pris à contrepied p.39
- = Google redressé d'un milliard d'euros par le fisc ! p.42
- = Pourquoi il faut défendre le secret bancaire p.43
- = L'inquiétante ignorance économique de nos leaders p.46
- = La monnaie ukrainienne chute fortement face aux devises occidentales p.48
- = Alexis Tsipras réclame des annulations de dettes dans la zone euro p.48



Or contre actions, qui a raison ?

05 fév 2014 | Bill Bonner

▪ Nous sommes à l'aéroport de Washington, en route pour l'Inde. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le Dow chute.

Il est encore bien trop tôt pour savoir si la tendance haussière de ces cinq dernières années touche à son terme. M. le Marché est peut-être épuisé après une telle montée au pas de course. Ou peut-être qu'il joue simplement avec nous. Nous verrons bien.

La roue tourne. Ces derniers temps, les marchés émergents et l'or sont en butte à toutes les disgrâces. Dans la mesure où ce sont deux de nos investissements préférés, nous sommes contraint de réfléchir à ce qui se passe.

Lorsque les prix vont dans le sens que l'on veut, ça revient à tendre le bâton pour se faire battre. Inutile de réfléchir ; on a l'impression de déjà tout savoir. Inutile aussi de s'inquiéter ; il suffit de rester assis en attendant que l'argent

vienne à vous... Jusqu'à ce que ce ne soit plus le cas. Mieux vaut que les nouvelles financières aillent contre vous — parce qu'il faut alors se poser des questions sur ses principes, ses émotions et sa santé mentale.

Il ne se passe pas une journée sans que nous remercions notre bonne étoile. Nous avons été béni, voyez-vous, par la malchance. Quand nous étions enfant, nous n'avions pas d'argent. Nous ne pouvions pas perdre la fortune familiale : elle n'existait pas. Ce qui s'est avéré être une bonne chose... parce que si nous avions eu de l'argent, nous l'aurions perdu lors du grand marché baissier de l'or de 1980-1998.

Richard Nixon a mis fin au lien du dollar avec l'or le 15 août 1971. Nous connaissions assez bien l'Histoire pour savoir ce que ça signifiait. Nous ne tarderions pas à pousser des brouettes pleines de billets de 100 \$ pour acheter un pack de bière. Comment se protéger de l'inévitable hyperinflation ? Simple : en achetant de l'or. C'est ainsi que nous sommes devenu fanatique du métal jaune.

▪ **Horreur, une hausse !**

Puis le pire est arrivé : l'or a grimpé. De 41 \$ en 1971, le métal jaune a grimpé à plus de 800 \$ en 1980. Nous avons raison ! Nous étions intelligent ! Nous avons tout misé sur l'or... et nous avons attendu la fortune.

Heureusement, notre chance a tourné avant que nous allions bien loin. La déveine nous a souri... nous mettant en porte-à-faux, avec un marché baissier de 18 ans sur l'or.

Savez-vous ce que c'est, cher lecteur ? Tous les jours... tous les mois... tous les ans... on perd de l'argent... on est moqué par les dieux des marchés... on est calomnié par la famille et les voisins. Chaque jour prouvait avec plus d'emphase que le précédent que nous ne savions pas ce que diable nous faisions. Chaque jour, à la clôture, M. le Marché prononçait son jugement solennel : nous étions un idiot.

Pendant 18 ans, nous avons enduré cette punition. Dieu merci, d'ailleurs. Parce que nous savons à présent combien il est facile de se tromper. On essaie de comprendre ce qui se passe : on ne voit que des ombres, on n'entend que des échos. Comme un fantôme hantant une vieille maison, on sent une brise glacée effleurer notre visage... On voit des choses apparaître dans des endroits étranges et l'on se demande comment elles sont arrivées là.

Mais on ne saura jamais comment ce monde spectral fonctionne en réalité, pas tant qu'on n'est pas en train de fumer les mauves par la racine...

Tandis que nous nous cramponnions à nos positions perdantes sur l'or, l'argent intelligent a investi dans les actions. Peut-être avait-il compris que nous vivions une gigantesque expansion du crédit qui mènerait les actions jusqu'à 20 fois leur valeur de 1971 — de 874 points en 1971 à 15 400 cette semaine. Pas mal !

Mais attendez. [Et si vous vous en étiez tenu à l'or ?](#)

Voyons voir... De 41 \$ à 1 250 \$. Eh bien. C'est 30 fois votre mise !

Peut-être que notre idée "fêlée" était la bonne dès le départ. Et peut-être que l'or et les marchés émergents finiront par se révéler être des investissements raisonnables, en fin de compte.

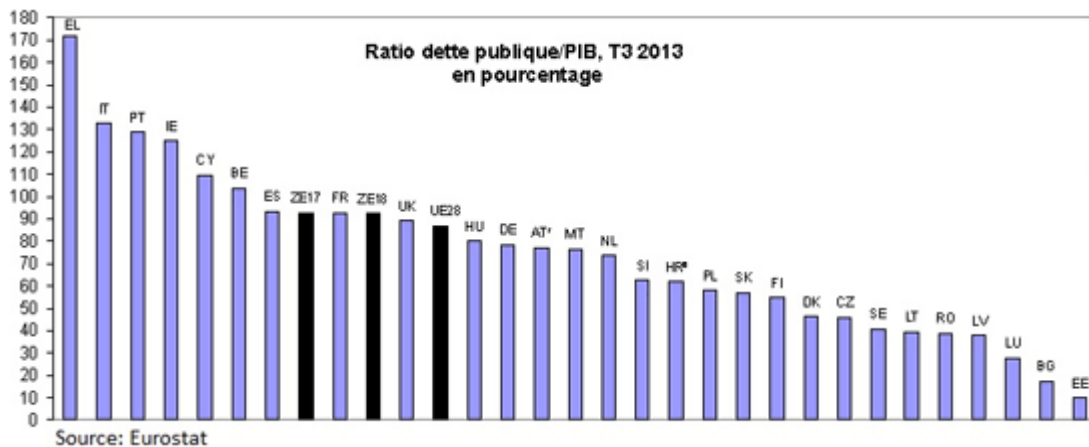
Comment améliorer son ratio d'endettement d'un seul coup de baguette statistique

05 fév 2014 | [Eberhardt Unger](#)

▪ A la fin du troisième trimestre 2013, le rapport dette publique/PIB s'est établi pour la Zone euro (Europe des 18) à 92,6%, dans l'Europe des 28 à 86,8%. Des chiffres pratiquement inchangés mais nettement au-dessus des 60% fixés par le traité de stabilité de Maastricht.

Les ratios les plus élevés sont enregistrés en Grèce (171,8%), en Italie (132,9%), au Portugal (128,7%) et en Irlande (124,8%). Les plus bas en Estonie (10%), en Bulgarie (17,3%) et au Luxembourg (27,7%). Par rapport à l'année précédente, 23 Etats-membres affichent une augmentation et cinq une diminution de ce ratio.

Les plus fortes hausses se sont produites à Chypre (+25,3 points de pourcentage [pp]), en Grèce (+19,9 pp), en Espagne (+14,3 pp) et en Slovénie (+14,1 pp), alors qu'en Allemagne (-2,8 pp), Lettonie (-2,0 pp), Bulgarie (-1,4 pp), Danemark (-0,9 pp) et en Lituanie (-0,8 pp), ce sont des baisses qui ont été enregistrées.



▪ Comment peut-on réduire ce ratio ?

Théoriquement, par des hausses d'impôts, par la réduction des dépenses ou, beaucoup plus facilement, par une modification de la méthode de calcul statistique. A partir de septembre 2014, Eurostat appliquera une nouvelle méthode (ESA 2010). Le changement le plus important est la comptabilisation des dépenses de recherche et de développement (R&D) en tant que capital en formation — c'est-à-dire comme un investissement générateur de plus-value et non plus comme un coût de production.

De cette façon, le PIB va être augmenté d'environ 2% à 3% et le ratio dettes/PIB diminuera d'autant. Les dépenses en R&D sont particulièrement élevées en Finlande et en Suède ainsi qu'aux Pays-Bas et en Autriche. Elles sont les plus faibles en Italie et en Espagne. L'Allemagne et la France sont entre ces deux extrêmes.

Le deuxième changement majeur concerne les dépenses militaires. Les achats de nouveaux systèmes d'armement, d'avions de combat et de navires de guerre seront aussi considérés à l'avenir comme un investissement, du capital en formation. Ceci fera encore gagner 0,1 pp au PIB de la Zone euro.

Eurostat a souligné qu'il s'agissait seulement de s'aligner sur les normes internationales auxquelles l'Europe ne saurait se soustraire. Les Etats-Unis ont déjà adopté cette méthode de calcul depuis l'an dernier. La modification concernant les dépenses de R&D a permis au PIB américain de gagner environ 2,5%.

Nous n'avons que six mois de recul ; il va être très intéressant de voir si, dans certains pays, le débat sera lancé en vue d'utiliser cette nouvelle marge de manoeuvre pour des dépenses supplémentaires. Déjà, la politique de taux

d'intérêt zéro et le *quantitative easing* ont affaibli la volonté de réformer en vue d'assainir les budgets publics. Le scepticisme quant à la capacité des hommes politiques de revenir aux critères de stabilité de Maastricht est justifié : cette nouvelle donne sera un test.

▪ Conclusion

Une réduction du ratio de la dette publique par le seul changement de la méthode de calcul n'est pas un bon moyen pour revenir à des politiques budgétaires sérieuses... et cela ne suffira pas à enrayer une hausse des taux longs.

Fed : 1913-2013, le siècle perdu

Par Egon von Greyerz. Publié le 5 février 2014

La Fed et les autres banques centrales ont, ces 100 dernières années, créé une bombe à retardement.

En novembre 1910, quelques puissants banquiers américains et l'influent Paul Warburg ont organisé une réunion sur Jekyll Island qui allait déterminer la destinée du système financier mondial et l'économie mondiale pendant plus de cent ans. Cette triste réunion déboucha sur la création du système de Réserve fédérale aux États-Unis, le 23 décembre 1913.

La Fed a été créée par des banquiers privés pour le bénéfice de banquiers privés et, aujourd'hui, 100 ans plus tard, ils ont eu plus de succès que ce qu'ils ne l'auraient imaginé en 1913.

Non seulement ils ont créé un système qui contrôle efficacement le système financier mondial pour leur propre bénéfice, mais qui contrôle aussi les politiques mondiales. Ils ont parfaitement assimilé les conseils de Mayer Amschel Rotschild, le fondateur de la dynastie banquière Rotschild, qui a prononcé ces mots célèbres: « *Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois* ».

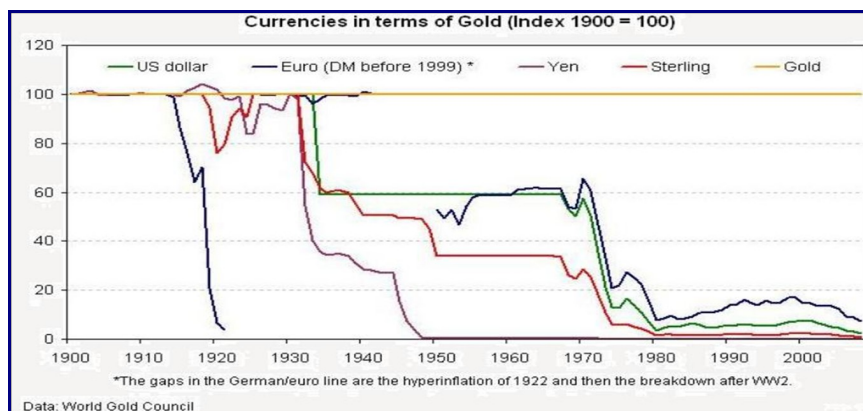
Alors, pendant exactement 100 ans maintenant, la Fed et les autres banques centrales ont totalement détruit les devises majeures et laissé le monde avec des dettes qui ne pourront être remboursées avec la monnaie actuelle. Et, tout en réalisant cette création de richesse sans précédent pour les financiers de très haut niveau, ils ont aussi, ces 15 dernières années, réussi à enrichir presque chaque individu qui travaille à Wall Street à New York ou à la City

de Londres. En 2008, le système financier s'est presque effondré, et il se serait effondré sans l'injection de monnaie imprimée, de dette et de garanties des gouvernements et des banques centrales à hauteur de \$25.000 milliards. Des banques telles que Goldman Sachs, JPMorgan et Morgan Stanley n'auraient pas survécu sans ces infusions massives de liquidités. Mais, même l'année où ces banques étaient au bord de la faillite, la plupart des banquiers ont reçu un bonus similaire à celui de l'année précédente.

Pendant ce temps-là, les salaires des gens ordinaires aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans plusieurs pays occidentaux, n'ont pratiquement pas augmenté en termes réels. Les gens normaux ont l'impression que leur standard de vie progresse à cause de l'augmentation de leurs dettes personnelles, ainsi que de la dette gouvernementale... des dettes qui, évidemment, ne pourront jamais être payées.

Que ce soit clair, je n'ai rien contre les banquiers... j'en ai même quelques-uns dans ma famille ! Mais je sais que le système qui a été créé il y a 100 ans est insoutenable. Non seulement il mènera à l'implosion du système financier et de la valeur des actifs financés par les bulles de crédit, mais également à la misère et la famine pour beaucoup de gens dans le monde. Et on sait que les estomacs vides pourraient engendrer des troubles sociaux dans plusieurs pays.

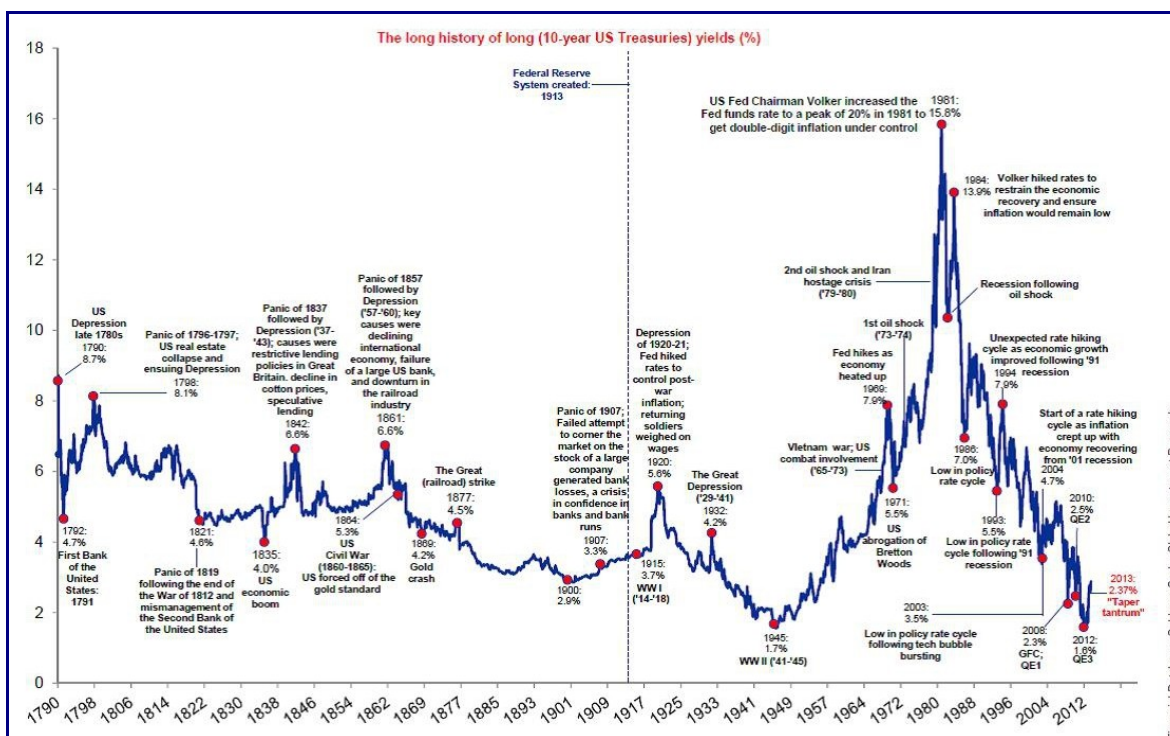
On a écrit beaucoup de choses sur le centenaire de la Fed, ces dernières semaines, alors au lieu d'en rajouter, je vais utiliser quelques graphiques qui retranscrivent très bien l'histoire. Le premier graphique nous montre la destruction de la monnaie papier depuis 1913. C'est ce que la Fed et les autres banques centrales ont réussi à faire. Toutes les devises majeures ont perdu entre 97% et 99%, incluant le dollar, qui a perdu 98% de sa valeur en termes réels, ce qui veut dire, évidemment, mesuré en or.



La destruction de la monnaie papier.

Comme nous le savons tous, l'or est la seule vraie monnaie, et il ne peut être détruit. Il est certain que plusieurs devises et, surtout, le dollar, vont perdre les 2-3% restant et atteindront leur valeur intrinsèque de zéro dans les années à venir. Le dollar ne mérite pas son rôle de monnaie de réserve internationale, et il perdra bientôt ce rôle. L'or reflètera ce déclin du dollar et atteindra des sommets inimaginables aujourd'hui.

Le prochain graphique montre l'échec total des tentatives des banques centrales d'éliminer les cycles de pics et de creux de l'économie. Il nous montre les rendements des bons du Trésor à 10 ans entre 1790 et 2013. Entre 1790 et 1913, les taux d'intérêt ont fluctué entre 3% et 8%, avec très peu de changements violents. Depuis 1913, nous avons assisté à des changements aux proportions incroyables dans le taux à 10 ans, allant d'un bas de 1,7% en 1945 à un haut de 15,8% en 1981 (avec le fonds de la Fed à 20%), et à nouveau à un bas de 1,6% en 2012.



Création par la Fed de pics et de creux

Comme le démontre ce graphique, au lieu d'éliminer les hauts et les bas, la Fed les provoque et rend la situation encore plus grave que ce qu'elle aurait été dans un marché libre sans interférences. Je m'attends à ce que les taux d'intérêt atteignent au moins les 16% dans les années à venir, à mesure que

les investisseurs se débarrasseront de leurs bons du Trésor sans valeur.

La fin d'une époque

Nous approchons de la fin d'une époque qui dure depuis plusieurs siècles. Les 100 dernières années ont été l'aboutissement d'un cycle majeur et la Fed et les autres banques centrales sont montées crescendo avec des bulles dans le crédit et les actifs dans le monde entier, ce qui a mené aux excès et à la décadence qui sont normales à la fin d'une tendance séculaire.

Le système financier mondial s'est presque effondré en 2008. Avec l'aide de \$25.000 milliards de monnaie imprimée, de prêts et de garanties, le monde a bénéficié d'un sursis. Mais aucun des problèmes ayant provoqué la crise n'a été résolu en 2008, et les risques sont aujourd'hui plus élevés que jamais. Le monde n'a jamais été dans une situation où la plupart des pays sont en faillite et où le système financier est lui aussi insolvable. Le Japon représente bien cette folie. Le système financier de la Chine est sous une pression énorme. L'Europe est le symbole d'une expérience ratée de socialisme et de monnaie commune, avec l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce et la France qui sont au bord de l'effondrement.

Le Royaume-Uni s'est un peu repris, mais il n'est probablement pas très loin derrière ces pays. Les États-Unis sont le pays le plus endetté du monde, et ils empruntent et impriment de la monnaie à un rythme exponentiel.

Ben Bernanke a été le président de la Fed le plus productif de tous les temps. Durant son mandat, la dette américaine est passée de \$8.000 milliards à \$17.000 milliards. Souvenez-vous que cela a pris 200 ans aux États-Unis pour passer d'une dette nulle à une dette de \$8.000 milliards. Bernanke a réussi, en seulement huit ans, à faire grimper la dette américaine de \$9.000 milliards... ce n'est pas une mince affaire ! Mais ce n'est pas tout : Bernanke a aussi imprimé plus de \$3.000 milliards, alors que le bilan de la Fed est passé de \$800 milliards à \$4.000 milliards en huit ans. Alors, au total, Bernanke a réussi à créer un total de \$12.000 milliards durant son mandat, ce qui représente une augmentation de 133% de la dette totale, incluant celle de la Fed. Ces montants, évidemment, ne pourront jamais être remboursés dans la monnaie actuelle.

Il n'y a que deux scénarios possibles, le défaut ou l'hyperinflation. Les deux auront des conséquences désastreuses pour l'économie mondiale.

En plus de la situation extrêmement précaire dans le monde développé, nous voyons maintenant une crise se développer dans plusieurs marchés émergents à travers le monde, avec des devises, des marchés obligataires et des Bourses qui plongent. Cela pourrait facilement devenir contagieux ([voir mon interview sur la crise des marchés émergents](#)).

La Fed et les autres banques centrales ont, ces 100 dernières années, créé une bombe à retardement, et une crise dans une seule des catégories mentionnées plus haut pourrait s'avérer être le catalyseur de l'implosion de l'économie mondiale.

Certains gens ont amassé des fortunes colossales lors du siècle dernier, grâce aux politiques des banques centrales. Mais les masses, elles, n'ont atteint qu'une perception de richesse, basée sur des augmentations exponentielles de dette personnelle et gouvernementale. Et, malheureusement, d'une façon ou d'une autre, les masses vont en payer le prix très, très longtemps.

Donc, il n'y a rien à célébrer pour les 100 ans de la Fed. En rétrospective, ce siècle sera vu comme un siècle perdu, qui a détruit l'économie mondiale pour plusieurs générations futures.

[La vérité, toute la vérité sur la baisse des marchés actions](#)

5 février 2014 | [Cécile Chevré](#)

Cher lecteur,

Aujourd'hui, je vous propose une opération vérité... sur les marchés actions.

Malgré le rebond d'hier, la tendance est plutôt à la baisse. Le CAC 40 perd plus de 4% depuis le début de l'année, le Dow Jones près de 7%, le S&P 500 5%. Les principales places boursières sont dans le rouge de l'Asie à Wall Street, l'or et le dollar – valeurs refuge par excellence – reprennent du poil de la bête. Bref, cela sent le grand coup de froid, la correction...

Et il faut un coupable. Celui-ci est tout trouvé : les pays émergents, leur mauvaise gestion de leurs réserves de changes et leur politique monétaire appropriée. Laissez-moi rire. Oui, les pays émergents ont des problèmes, mais ce n'est pas nouveau.

En fait, peu de choses sont nouvelles.

Oui, la Chine montre des signes de fléchissement, mais cela fait 1 an et demi que c'est ainsi.

Et oui aussi, la Fed s'est lancée dans le "Taper" (la réduction de son programme de *quantitative easing*) mais elle l'a avait annoncé depuis mai 2012.

Alors pourquoi les marchés prennent-ils la mouche maintenant ?

La faute... à l'oncle Sam

La véritable raison derrière tout cela, ce sont les Etats-Unis. L'économie américaine pour être plus précise.

Avant Noël, les marchés ont été pris d'une frénésie d'optimisme. La très grande majorité des intervenants sur les marchés étaient haussiers pour les mois à venir, l'indice de la peur (le VIX) était au plus bas, le consensus attendait des résultats record pour les entreprises et la publication du chiffre de la croissance américaine pour le dernier trimestre 2013 avait fini par mettre tout le monde en joie... Le premier "Taper" est donc passé comme une lettre à la poste... et les marchés ont salué cette bonne nouvelle en grimpant encore un peu plus.

En décembre dernier, donc, vous pouviez participer à l'effervescence générale ou bien vous dire que tout ceci n'était pas très catholique et qu'il y avait quelque chose de pourri au royaume du Danemark.

La croissance en question

Car oui, à y regarder de plus près, si reprise de la croissance américaine il y a (et je pense qu'elle est réelle, du moins dans certains secteurs), elle n'est pas si solide que cela.

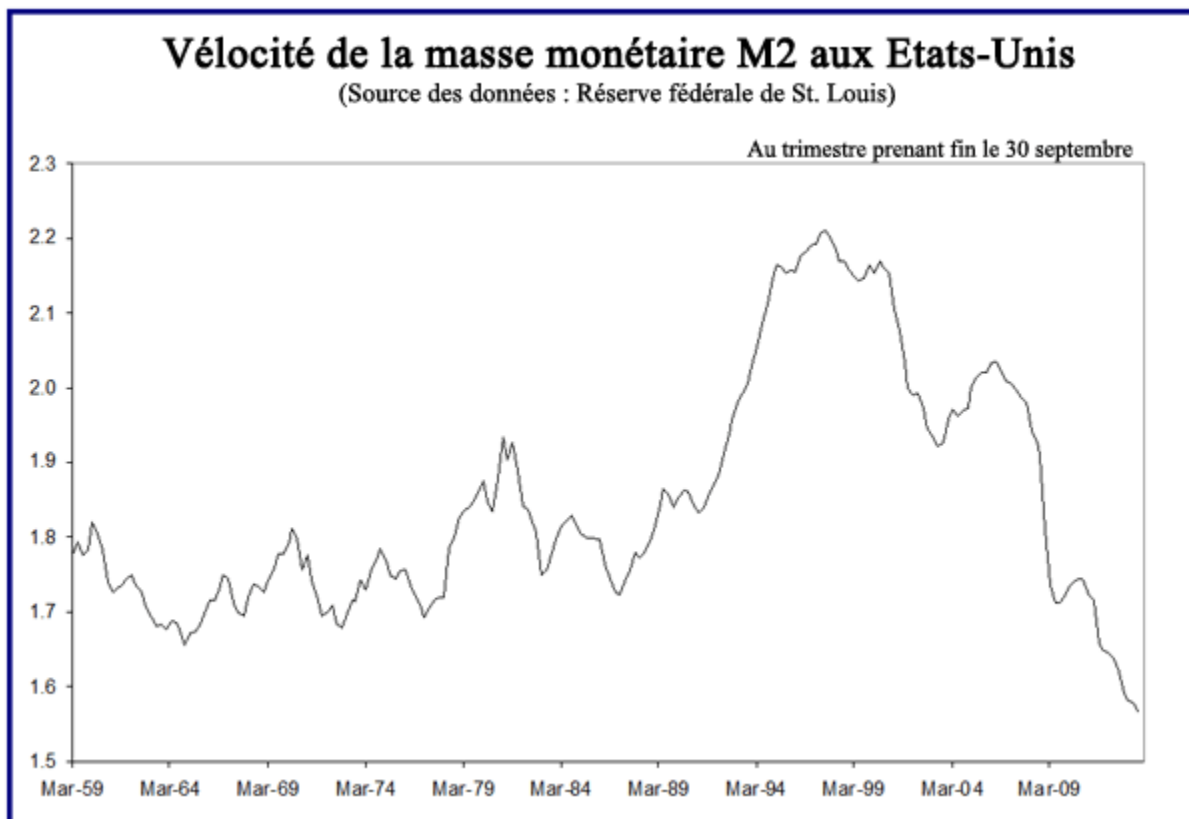
Voici ce qu'en disait Bill Bonner dans [*La Chronique Agora*](#) hier :

"Oh là là, vous êtes si négatif", nous écrit un lecteur bien intentionné.

"L'économie a déjà repris un peu de vigueur. Ne peut-elle pas encaisser une réduction graduelle du QE ?"

Non, répondons-nous. Un "effet richesse" factice, voilà ce qui maintient l'économie américaine à flot en ce moment. Un véritable "effet pauvreté" la coulerait. Il suffit de regarder le graphique ci-dessous. Il explique pourquoi les prix à la consommation sont si paresseux... alors même que la Fed est à

l'oeuvre. L'argent, comme la graisse, se fige quand une économie refroidit. Lorsque cette dernière chauffe, en revanche, l'argent coule comme de l'eau. Voici le graphique :



Comme vous pouvez le voir, la graisse est figée. L'économie est froide. Et notre drapeau d'Alerte au Krach est sur son mât.

Les marchés corrigent... l'excès d'optimisme de ces derniers mois. Ils se mettent à craindre une déflation. Le mot est dans toute les bouches, la déflation est devenue l'ennemi numéro un, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Maintenant que les marchés pensent déflation, ils prennent un peu plus au sérieux les mauvaises nouvelles qu'auparavant. Les chiffres de l'emploi en janvier ont été très mauvais, et les Bourses ont tiqué.

Hier, c'est l'indice ISM manufacturier qui est venu refroidir un peu plus tout ce petit monde. En janvier, il est passé de 56,5% à 51,3%. Sous les 50, l'indice indique un recul de l'activité manufacturière. La composante "commandes nouvelles" de l'ISM affiche quant à elle une chute sans précédent depuis 33 ans.

Jusqu'à présent, les marchés ont cru à la fable de la reprise économique

américaine. Qu'importait alors que la Fed réduise un peu son soutien à l'économie et aux marchés, la croissance pourrait prendre le relai et soutenir la progression des entreprises et des marchés. Un peu naïf, n'est-ce pas ?

Mais aujourd'hui, alors que l'économie américaine montre de manière assez évidente qu'elle est loin de pouvoir assurer une croissance autonome, les marchés s'inquiètent. Alors oubliez la Chine, oubliez les pays émergents, oubliez même l'Europe et ses banques (du moins pour aujourd'hui) : le véritable problème, ce sont les Etats-Unis.

Mais faut-il vraiment vous inquiéter ?

Cela va être à moi de faire preuve d'optimisme mais je ne pense pas que la Fed soit prête à laisser tomber les marchés actions. Si les mauvais chiffres continuent à s'accumuler (et nous le saurons assez vite puisque les prochains chiffres du chômage seront publiés vendredi prochain), Janet Yellen et consorts n'hésiteront pas à intervenir, repousseront le prochain "Taper" et peut-être même imprimeront un peu plus.

Après les efforts consentis, il est relativement impensable d'imaginer Yellen baisser les bras, renoncer à son rôle de demiurge de l'économie et accepter la réalité toute relative de son pouvoir. Non, les banques centrales ont le devoir d'agir, elles le feront à nouveau en cas de baisse significative des marchés.

Quelques signaux déflationnistes ne doivent pas être pris à la légère mais il me semble que nous sommes plus dans une ère inflationniste que déflationniste.

Le choix de la Chine

Dan Denning 15 janvier

■ Peut-on avoir réellement une crise financière dans un pays ayant une économie dirigée ? Cette question est apparue plusieurs fois au cours des dernières années. On semble croire que, parce que le système bancaire chinois est géré par l'Etat et essentiellement fermé, le désendettement du secteur financier n'est rien de plus qu'un problème comptable. Non seulement les déficits importent peu mais les bulles de crédit non plus !?

Ce n'est pas aussi simple.

Lorsque dans une économie quasiment tout le crédit disponible est directement orienté inefficacement vers les projets de la sphère publique dans

le seul but de booster la croissance du PIB, cela ne laisse guère de crédit pour une ventilation plus naturelle des ressources.

Les prêts accordés par le système bancaire parallèle chinois ont doublé depuis 2010. Une grande partie de cet argent a été dirigé vers des gouvernements locaux. Même ce vieux spéculateur rusé de George Soros a récemment souligné que quelque chose est pourri dans le modèle du contrôle par l'Etat. Il écrit :

"La plus grande incertitude à laquelle le monde est aujourd'hui confronté ne concerne nullement l'euro mais bien la future trajectoire qu'adoptera la Chine. Le modèle de croissance à l'origine de l'ascension rapide du pays est en effet arrivé à essoufflement".

"Ce modèle reposait sur des dispositions financières particulièrement contraignantes à l'endroit des ménages, destinées à stimuler la croissance des exportations et de l'investissement. Ce secteur des ménages s'est par conséquent érodé jusqu'à ne représenter que 35% du PIB et les économies forcées auparavant préconisées ne suffisent plus à financer le modèle de croissance actuel. Ceci a abouti à une augmentation exponentielle du recours à diverses formes de financement de la dette"...

"Le leadership chinois a eu raison de faire prévaloir la croissance économique sur les réformes structurelles, dans la mesure où lorsqu'elles sont combinées à une austérité budgétaire, ces réformes structurelles poussent l'économie dans une spirale déflationniste. Il demeure néanmoins une auto-contradiction non résolue au sein des politiques actuelles de la Chine : le redémarrage du moteur s'accompagne également de la réapparition d'une croissance exponentielle de la dette, qui ne sera tout au plus tenable que pendant deux années".

"La réponse à la question de savoir comment et quand cette contradiction sera résolue aura des conséquences considérables pour la Chine comme pour le monde entier. Un succès de cette transition chinoise entraînerait très probablement des réformes à la fois politiques et économiques, tandis qu'un échec remettrait en question la confiance encore solide du pays à l'égard de ses dirigeants politiques, faisant naître une répression sur le plan national, et une possible confrontation militaire à l'international".

■ **Comment gérer la transition ?**

Hum. Soros reprend là l'argument baissier de la Chine -- avec cependant une légère inflexion. L'argument classique est que l'économie chinoise a déjà atteint le pic de sa croissance conduite par les investissements. Elle doit gérer une transition vers plus de consommation et une croissance du PIB par habitant plus élevée (une classe moyenne plus nombreuse et plus riche). Qu'en est-il de l'inflexion ?

Il affirme que la croissance de la dette "ne sera tout au plus tenable que pendant deux années". Les précédents arguments baissiers reposaient sur la taille de la dette (en termes nominaux) ou bien ils ont simplement prouvé que la dette ne construisait rien de productif (des villes vides comme Ordos). Pourquoi donc ne pourra-t-elle pas être tenable plus que deux années ?

C'est une bonne question. Tout revient au bilan. Vous avez des actifs et des dettes. Si et lorsque "le marché" décide que les actifs que vous avez établis grâce à la dette ne valent pas plus que ce que vous avez payé, vous avez un problème, en particulier si ces actifs ne produisent pas le revenu nécessaire pour rembourser la dette.

Certes, une grande partie de la dette du gouvernement local empruntée en Chine a été consacrée aux infrastructures publiques. Les rendements de ce genre d'investissement ne se mesurent pas de la même façon que pour les projets du secteur privé. Mais l'argent doit quand même être remboursé. Ce qui signifie que, de façon détournée, toutes ces dépenses entraînent fatalement une hausse des revenus ou des impôts.

Autre question intéressante. Dans un système financier fermé, est ce que ce que "le marché" pense de votre bilan est important ? Est-ce juste une différence d'opinion ? Et l'opinion de l'Etat n'est-elle pas celle qui importe le plus, lorsque c'est l'Etat qui décide combien d'argent créer, où investir et à qui prêter ?

Soros fait remarquer, ou du moins semble sous-entendre, que le contrôle n'est pas le vrai problème ici. C'est ce qu'on fait avec l'argent emprunté qui EST le problème. Au final, la mauvaise répartition du crédit et des ressources réelles vers des projets qui ne produisent pas de réelle richesse appauvrit un pays, ne l'enrichit pas. Il y a un prix à payer. Il suggère également qu'une façon d'éviter de payer ce prix est de se mettre en colère contre son voisin et d'initier une guerre.

Quel sera le choix ? Des réformes structurelles et un désendettement ou la guerre ? Hum.

Energies et Economie: Revue Mondiale Janvier 2014

2000watts.org Samedi, 01 Février 2014



Dans cette édition de l'inventaire mondial des Energies, vous trouvez:

- Pologne: le gaz de schiste déjà abandonné par les majors pétrolières
- USA: downgrade de "Indépendance" énergétique à

"Abondance"

- Ecosse: l'indépendance menace le pétrole de l'Angleterre
- Iran: les Russes achètent pour 1,5 milliards \$ de pétrole
- Irak: Les Kurdes vendent leur pétrole aux Turques
- Chine: 22 millions de voitures neuves en 2013

Le pétrole a roupillé durant ce mois de janvier. Il reste stable à New York à 97,49\$ le baril et perd 6\$ à Londres pour arriver à 106,40\$

L'uranium augmente de 1\$ à 35.50\$ en janvier 2014 (43.50\$ la livre en janvier 2013).

Vous avez été 50'159 à visiter 2000Watts.org durant ce mois de janvier.

Monde

Le 26 septembre 2003, le prix du baril de pétrole touchait les 28,21\$ à New York. Trois mois plus tard en janvier 2004, l'Administration de l'Information Energétique américaine (EIA) prévoyait que le prix du baril pouvait grimper à 32,80\$ en 2010 et 35\$ en 2025. Aujourd'hui, le baril vaut 96\$ à New York. Que dire des prévisions de l'AIE à 110\$ pour 2025?

Les craintes de peak oil ressurgissent alors que le potentiel du pétrole de schiste sont revues à la (très forte) baisse.

Pologne

Après Exxon en 2012, c'est au tour de l'Italien ENI de jeter l'éponge pour l'exploitation de gaz de schiste en Pologne. La compagnie italienne s'est pris des bouillons avec des forages pas très rentables.

Du côté des experts américains: Chevron va continuer l'expérience pendant que Marathon Oil devrait rentrer au pays très prochainement. Il n'y a pas si longtemps encore la Pologne semblait promettre un eldorado aux explorateurs. Sur le terrain, des problèmes géologiques donnent des mots de tête aux ingénieurs et des nuits blanches aux financiers.

USA

La Commission de l'Energie et de Géopolitique Américaine vient de publier son : "*Oil Security 2025: U.S. National Security Policy in an Era of Domestic Oil Abundance*". Le mot abondance a remplacé Indépendance. Ce tour de passe-passe avait déjà été utilisé en septembre dernier et devient officiel aujourd'hui. L'équipe d'Obama est consciente que les forages de schiste ont une durée de vie aussi limité qu'un hamburger devant un labrador. La patate chaude sera passée à son successeur.

Le prix du gaz est passé en deux mois de 3\$ à 5.24\$ m3 des prix jamais vus depuis 2010. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le 50% des américains qui se chauffent au gaz.

De l'autre côté de la planète gaz, une pénurie gaz propane cette fois s'étend dans le Midwest où beaucoup de maisons sont chauffées avec ces bobonnes bleues. Bien que la production de propane ait augmenté de 27% durant les 5 dernières années, une bonne partie de ce gaz est utilisé pour faire sécher les céréales ! Il faut bien nourrir le bétail et produire de l'éthanol!

Pour se protéger des pénuries, les livraisons ont été limitées à 400 litres ce qui permet d'éviter que certains ne stockent trop pendant que les voisins profitent des joies d'un hiver très rigoureux.

La nature est parfois très joueuse. L'hiver glaciale qui frappe les USA touche les centres de productions de schiste : le Nord Dakota et plus surprenant le Texas en personne.

Grâce au gaz, Obama dans son speech annuel, s'est targué d'avoir diminué les émissions de CO2 de 17% depuis 2005. Derrière cette annonce marketing, il faut noter que les 17% d'Obama sont calculés sur l'année 2005 alors que les

autres pays du monde utilisent 1990 comme base de calcul. Il est à noter que le charbon qui n'est plus brûlé aux USA est exporté en Europe ce qui ne fait que transférer la pollution d'un pays à un autre. De plus, sous l'air Obama, les investissements dans les Cleantech ont fortement diminué. Les recherches dans les forages de schiste ont vu leur budget explosé à plus de 50 milliards \$ en 2013. Tant que les présidents de nos pays se contentent de Marketing, la planète ne pourra débiter sa cure.

En cette fin de mois, le froid et la neige ont de nouveau sévi aux Etats-Unis, en semant le chaos cette fois dans les Etats du sud, peu habitués à ce type d'intempéries.



<https://www.youtube.com/watch?v=j4vrRkDp-DY>

Californie

Après 3 années de sécheresse, les réserves d'eau sont descendues à 20% de la normale. De gros incendies ont ravagé plusieurs parties de l'Etat. Ce problème d'eau porte un gros frein au forage de schiste qui en consomme de grandes quantités.

Alaska - Arctique

Une décision de justice pourrait ruiner les espoirs d'exploitation pétrolière dans la mer de Chukchi et du Beaufort. Shell a investi 5 milliards \$ depuis 8 ans dans ses recherches. Aoutch!

Ecosse

Alors que les citoyens vont se rendre aux urnes pour voter sur l'Indépendance de leur pays (le 18 septembre 2014), le Premier



Ministre écossais Alex Salmond souligne que le 90% du pétrole anglais coule sous le sol et dans ses eaux territoriales.

On comprend mieux l'envie de Cameron de garder l'Ecosse dans le pays même si les hydrocarbures de la Mer du Nord fondent comme la neige au soleil (-25% en 2013).

Suisse

Pas de libéralisation totale du marché suisse de l'électricité avant 2016. La libéralisation intégrale du marché de l'électricité ne pourra pas entrer en vigueur l'an prochain comme l'avait prévu le Gouvernement. Les 800 entreprises électriques, qui couvrent le territoire, pèsent des deux pieds sur les freins afin de retarder l'échéance. La libéralisation effraie les managers des producteurs électriques qui tentent d'insuffler une once de créativité dans leur business plan qui se résume en ces mots: "vendre toujours plus d'électricité".

De l'autre côté, la Suisse serait bien la seule à vouloir ouvrir son marché électrique alors que la France consolide la position d'EDF pour garder la main sur un sujet aussi stratégique.

Russie

En plus de la Syrie, l'autorité Palestinienne du président Abbas désire conclure un deal de 1 milliard \$ afin de développer les champs gaziers dans la bande de Gaza. Ce gaz fut découvert il y a 14 ans par les britanniques et jamais mis en production à cause des passe d'armes avec Israël. L'autorité d'un grand frère comme la Russie donne une légitimité à l'extraction. Le seul bémol, la bande de Gaza est dans les mains du Hamas. Décidément, rien n'est simple au Moyen-Orient.

Angleterre

La reine devra se serrer la ceinture, économiquement parlant. Les économies pourraient servir à assainir les bâtiments de la royauté pour en améliorer l'isolation. L'histoire ne dit pas comment la royauté a accueilli cette exigence d'efficacité énergétique réservée jusqu'à ce jour au bas peuple.



Thermographie de Buckingham Palace

Iran

Les pays occidentaux ont libéré 7 milliards \$ bloqués avant les accords d'enrichissement d'uranium. La Russie, alliée de très longue date, met même la main au porte-monnaie pour acheter mensuellement 1,5 milliard \$ de pétrole alors que la Russie est le deuxième plus grand producteur au monde ! Ce tour de passe-passe permet à Téhéran de bénéficier d'entrée d'argent malgré l'embargo.

Le président Rouhani peut compter sur une production pétrolière de 1 million de barils/jour pour renflouer les caisses du budget. C'est une motivation supplémentaire pour ralentir le programme nucléaire ou du moins le faire croire.

Oman

La production pétrolière exige de grande quantité de vapeur afin de faire remonter l'or noir. Comme il faut également désaliniser cette eau, vous comprenez l'équation: Eau + Gaz = Vapeur.

En chiffre, la conversion en vapeur consomme le 75% du gaz produit par Oman. C'est ballot de perdre autant d'argent pour produire du pétrole.

Intelligemment, le gouvernement est en train de revoir la copie pour utiliser un peu moins de gaz et de le vendre au prix fort sur les marchés.

Syrie

Pour le compte de la Syrie, la Russie va commencer l'exploration de gaz dans le bassin méditerranéen. Si ce n'est pas de l'amour ça ! L'accord d'une durée

de 25 ans donne les droits exclusifs à Gazprom d'exploiter les eaux territoriales syriennes.

Irak

Les bombes et les violences s'intensifient en Irak où durant 2013, 8'000 personnes ont payé de leur vie le borbier créé par les américains. Pour le seul mois de janvier, 1'000 vies ont été perdues.

Au nord du pays, au nez et la barbe du gouvernement de Bagdad, les Kurdes ont débuté leur exportation via la Turquie. Les revenus des 300'000 barils/jour vont aller dans l'ordre : aux promoteurs du pipeline, ensuite aux réparations des atrocités de Saddam Hussein et le solde sera finalement partagé avec Bagdad. Normalement, les kurdes reçoivent le 17% des revenus pétrolier du pays, mais depuis cette chamaille, le robinet a été entièrement coupé. Pour simplifier les choses, la province de Basra a également demandé de revoir à la hausse ses revenus pétroliers sinon il se pourrait que la production pétrolier puisse être fortement ralentie. Cette franche camaraderie ne pousse pas à combler le manque de production sur les marchés mondiaux. Bagdad est également en train de mettre sur liste noire, toutes les entreprises turques pour les travaux sur le territoire. Si les kurdes arrivent à continuer à augmenter leurs exportations, ils vont être largement capables de prendre leur destin en main.

Soudan du Sud

C'est le foutoire au Soudan du Sud avec un nouveau bain de sang entre tribus. Sur les 11 millions d'habitants, 120'000 ont dû fuir les carnages. L'argent de la production pétrolière est principalement utilisé par le président Salva Kiir, afin de renflouer l'armée et jouer à celui qui a la plus grande. Avant le partage du pays (Nord et Sud) le pays produisait 500'000 barils/jour dont 350'000 par le Sud. Avec les carnages actuels, la production ne va pas pouvoir suivre.

Egypte

La situation semble tourner dans un combat existentiel jusqu'à la mort entre les Frères Musulmans et l'Armée.

La bonne nouvelle vient du gouvernement qui a remboursé des dettes de 6,4 milliards de \$ aux compagnies pétrolières internationales. Ce paiement de

dette va aider le pays a relancer sa production pétrolière. L'argent pourrait provenir des pays arabes du Golf qui ont tout intérêt à voir l'Egypte se rétablir et éviter que des millions d'égyptiens fuient hors du pays.

Hollande

Le pays, pas le gars en scooter. La compagnie Shell a vu ses bénéfices reculer pour la première fois en 10 ans. L'entreprise s'est heurtée à l'augmentation des coûts de production, à une ardoise de 2 milliards \$ dans le schiste au Texas, ses problèmes de forage dans l'Arctique ainsi que les coûts de raffinage.



Libye

C'est au tour des tribus du sud du pays (les Arabes, les Tebus et les Touaregs) de se chercher des querelles au point de déclarer l'état d'urgence et de faire appel à l'armée. Sous le régime de Kadhafi les contentieux étaient gérés de main de fer. Si aujourd'hui le gouvernement tente de maîtriser cette partie du pays, c'est qu'elle contient de grande quantité de pétrole.

La production est restée stable à 250'000 barils/jour en décembre 2013. Comme la consommation interne est de 110'00 b/j, il ne reste pas grand chose pour remplir les caisses du gouvernement. Kadhafi pouvait se frotter les mains avec 1,6 million de b/j.

Chine

La consommation électrique a augmenté de 7,5% en 2013 ce qui corrobore parfaitement la croissance du PIB de 7,5%. Comme Pékin génère 80% de son électricité avec des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz), l'air des villes continuent de se péjorer.

22 millions de nouvelles voitures ont été vendues en 2013 soit le 25% du total des voitures neuves vendues dans le monde.

Depuis 2006, le gouvernement a triplé la quantité d'argent en circulation. Cet afflux massif a permis l'accélération de la croissance et également l'inflation qui a poussé les prix de l'immobilier dans des sphères stratosphériques. Si la bulle ne va pas exploser, à moi la peur !

Pékin continue ses emplettes pétrolières à travers le monde afin de satisfaire sa croissance annuelle de 7%. Le Kazakhstan a augmenté ses livraisons de 14% en une année. Les chinois importent également toujours plus de gaz (+20% en un an) afin de diminuer leurs problèmes de pollution tout en maintenant leur taux de croissance insoutenable pour le climat.

Phrases du mois

Forte hausse des coûts d'exploitation, augmentation du déclin des forages en activité et la diminution des exports sont les 3 ingrédients pour un imminent problème de production de pétrole. selon Mark Lewis (ancien énergétiste à la Deutsche Bank)

« *La théorie du pic pétrolier a atteint son pic* » selon le CEO de BP, Bub Dudley. Selon lui, le pétrole non conventionnel va émerger et la demande pétrolière va diminuer.

« SCOOP, le danger allemand. La Cour constitutionnelle veut rejeter les plans d'aides actuels ! »

Charles Sannat 5 février

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

C'est un article d'Ambrose Evans-Pritchard, l'un des meilleurs journalistes européens actuels, du *Telegraph* à Londres qui revient sur un sujet essentiel pour appréhender la crise de l'euro et de l'Europe à savoir la décision attendue avec fébrilité par l'ensemble des autorités économiques et politiques européennes de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe.

En effet, la Cour peut forcer les institutions allemandes à retirer leur soutien aux opérations de l'UE, détruisant la crédibilité du marché pour les politiques de sauvetage de la BCE, ce qui précipiterait l'Europe dans une nouvelle phase de la crise.

Un délai supplémentaire pour rendre leur décision... ou pour la revoir ?

Le journal *Frankfurter Rundschau* a rapporté fin janvier que le verdict a été

retardé jusqu'à avril 2014 en raison de la complexité de l'affaire et des « différences d'opinion intenses » entre les huit juges...

Comprenez par là qu'au moment où vous lisez ces lignes, en réalité les juges sont défavorables aux plans de sauvetages européens tels qu'ils sont conçus et ils ont juridiquement raison puisqu'il y a bien de multiples violations de la souveraineté nationale (qu'elle soit allemande ou française soit dit en passant), et il y a bien une forme de mutualisation des dettes qui ne dit pas son nom, ce qui ne l'empêche pas d'être réelle au bout du compte lorsqu'il faut payer...

« C'est potentiellement très grave, en particulier à un moment où les gens sont déjà inquiets sur les marchés émergents », a déclaré un expert proche du dossier.

« Nous doutons que la Cour va interdire l'achat d'obligations d'emblée, mais les juges pourraient exiger des changements qui compliquent grandement la tâche et brouille l'image de ces plans. »

En ligne de mire des juges de la Cour constitutionnelle, le plan de la BCE baptisé « OMT », pour opération monétaires sur titres, et qui permettrait à la BCE en cas de besoin de racheter directement les obligations d'État, c'est-à-dire la dette émise par un État de la zone euro et qui n'arriverait plus à se financer sur les marchés afin d'éviter une faillite de pays qui ferait évidemment peser un risque systémique sur toute l'union monétaire.

La crise de l'euro s'est calmée avec une simple phrase de Mario Draghi !

Or souvenez-vous, au plus fort de la tourmente sur la zone euro, alors que les marchés boursiers dévissaient et que les coûts d'emprunt des pays de l'Europe du Sud explosaient à la hausse les précipitant d'autant plus vite vers la faillite ! Souvenez-vous des prix de l'or qui augmentaient de plusieurs pour cent par jour tant l'inquiétude était forte, souvenez-vous de cette période, car depuis rien n'a changé, économiquement et financièrement, au contraire, tous les indicateurs se sont largement dégradés depuis notamment l'endettement de tous les pays, devenus tout simplement abyssal. Rien sauf une chose.

Une seule petite phrase a été prononcée par Mario Draghi, le gouverneur de la BCE, je cite : « L'euro est irréversible et nous ferons tout ce qu'il faut. Croyez-moi, ce sera suffisant ! »

Vous comprenez donc bien qu'en réalité, il s'agit juste de confiance. Mario Draghi a dit qu'il ferait tout ce qu'il faut et que ce serait suffisant, en espérant bien ne rien avoir à faire... et depuis, il n'a rien fait ou presque. Notamment aucune OMT (opération monétaire sur titre) n'a eu officiellement lieu. Pourquoi ? Parce que face à une banque centrale qui décide d'acheter et de monétiser de façon illimitée, les marchés ne peuvent pas gagner, donc ils ne jouent pas contre la banque centrale. Pourquoi ils ne peuvent pas gagner ? Parce que eux ont des ressources limitées, pas la banque centrale si elle décide d'opter pour des politiques non conventionnelles (car dans un monde normal et dans une situation normale, une banque centrale n'a évidemment jamais de ressources illimitées, tout devient illimité que si elle utilise de façon illimitée sa planche à billets, c'est-à-dire son pouvoir de création monétaire).

Or si la Cour constitutionnelle de Karlsruhe rend impossible ou difficilement tenable la position affichée avec fermeté par Mario Draghi, alors c'est l'édifice tout entier du retour de la confiance en Europe qui va s'effondrer brutalement. Si les marchés doutent de la force ou des possibilités à la disposition de la BCE, ce sera la curée sur les pays européens les plus faibles à savoir tous sauf l'Allemagne (et encore).

D'ailleurs, pour Bank of America, il y a un risque « relativement élevé » que la Cour se prononce sur l'illégalité du programme OMT, interdisant de facto à la Bundesbank de participer à ce mécanisme, ce qui en signerait l'arrêt de mort. Dès lors, les politiques de sauvetage de la BCE perdraient toute crédibilité sur le marché instantanément sans le soutien allemand.

Plus grave encore pour le juge en chef Andreas Vosskuhle, « l'Allemagne a épuisé les possibilités de poursuite de l'intégration de l'UE en vertu du droit constitutionnel allemand. S'il souhaite prendre des mesures révolutionnaires vers une union fiscale, il doit se doter d'une « nouvelle constitution » ».

Or se doter d'une nouvelle Constitution exigerait un référendum dont le résultat serait presque à coup sûr négatif tant nos grands zamis les Zallemands ne se sentent pas pressés, et comme on les comprend, de devoir payer pour le reste de l'Europe !

En attendant, ce répit avant l'annonce publique des délibérations n'augure rien de bon et montre que les tractations sont intenses et la pression exercée sur les magistrats de plus en plus forte.

Et si l'Allemagne préparait sa sortie de l'euro ?

Depuis les élections allemandes que je vous avait dit de scruter avec grande attention, il aura fallu plusieurs mois pour constituer une grande coalition nationale autour d'Angela Merkel.

J'entendais hier Pierre Moscovici nous expliquer que la mise en place du salaire minimum allemand était une excellente nouvelle et je me demande si notre ministre de l'Économie ne fait pas encore fausse route.

En effet, les mesures prises actuellement visent effectivement à solvabiliser un marché intérieur, et parfois, on peut se demander si l'Allemagne ne considère pas qu'elle est arrivée au bout du bout de sa volonté d'aider les maillons faibles de l'eurozone.

L'heure des comptes approche. Soyez prêts.

Restez à l'écoute.

Espagne : le chômage repart à la hausse en janvier, à 4,8 millions

Comme prévu, hélas, par nos soins, la crise en Espagne est loin d'être finie et leur courbe du chômage est à peu près autant inversée que la nôtre ! Bonne blague. C'était une évidence. Avec une récession officielle de 1,2 % en 2013, il n'était pas possible qu'il en soit autrement.

Bref, on nous explique aujourd'hui que « la quatrième économie de la zone euro, qui a renoué avec une faible croissance depuis le troisième trimestre 2013, a recensé en janvier 113 097 demandeurs d'emploi de plus qu'en décembre (+2,41 %), indique le ministère.

Le nombre de personnes inscrites au chômage en Espagne est reparti à la hausse en janvier, à 4,8 millions, a annoncé mardi le ministère de l'Emploi, un chiffre très élevé qui plombe la timide reprise du pays ».

Finalement, mais que cela reste entre nous, la crise ne serait peut-être pas finie, mais il ne s'agit là que de rumeurs immondes et nauséabondes lancées par des pessimistes indémodables... ou pas !

Charles SANNAT [Lire un article complet à ce sujet ici](#)

Les banques chypriotes plombées par des prêts non remboursés

C'est l'AFP qui nous apprend qu'à Chypre la situation économique est

difficile. Très difficile. Tellement difficile d'ailleurs que les créances douteuses atteignent désormais presque 43 % du total des prêts accordés par les banques chypriotes (contre 6 % en moyenne dans la zone euro selon le FMI) ! C'est du jamais vu à Chypre comme ailleurs et cela inquiète grandement aussi bien l'Europe que surtout le gouverneur de la Banque centrale de Chypre dont le prénom est prédestiné puisqu'il se nomme « Panicos », ce qui ne s'invente pas !

Évidemment, cela va poser de gros problèmes au secteur bancaire déjà largement en détresse. Alors qu'il n'y a plus d'activité à Chypre et que le chômage a explosé, il est difficile de demander aux gens de pouvoir rembourser leur crédit alors qu'il n'ont plus ni travail ni ressources... et encore moins d'épargne puisque dans la plupart des cas elle a été chypriote !

Bref, la situation, loin d'être réglée à Chypre, est en réalité en train de s'aggraver et d'autres faillites bancaires sont inévitables sauf si l'Europe vient à nouveau renflouer et remonter les niveaux de fonds propres des banques de l'île.

Cela montre également les limites du mode de règlement de la crise financière chypriote. Rien ne se juge sur le très court terme. Les conséquences délétères de certaines décisions peuvent mettre du temps à apparaître ou à devenir visibles.

Charles SANNAT [Lire un article entier à ce sujet](#)

ALERTE météo : vigilance orange sur les marchés

Charles Sannat 5 février

Le lundi 27 janvier 2014, il y a un peu plus d'une semaine, j'attirais l'attention des lecteurs du Contrarien Matin sur les risques de baisse importante des marchés financiers après avoir indiqué, dans les perspectives économiques 2014, dès la fin novembre 2013, que le premier semestre de l'année en cours risquait de voir se produire un krach boursier.

J'attirais également leur attention sur un véritable changement de climat perceptible sur les marchés avec des investisseurs nettement moins « optimistement béats » qu'en 2013.

Vous trouverez en lien cet article de la semaine dernière intitulé « Krach or not crac ? » et dont l'analyse reste valable. Je vous conseille, pour ceux qui ne l'auraient pas lu, d'en prendre rapidement connaissance afin de

comprendre ce qui se joue entre politique des banques centrales et crise dans les pays émergents.

À quel problème sommes-nous confrontés ?

Il faut avoir bien présent à l'esprit que si la FED en particulier et les banques centrales en général inondent le monde de liquidités presque illimitées, il n'en demeure pas moins que cet argent n'est pas donné. Cet argent, presque gratuit certes, est simplement prêté aux banques et autres investisseurs qui doivent le rembourser.

Or la FED est en train de réduire, et de façon plutôt rapide, ses injections de liquidités, ce qui met progressivement un terme à la spéculation effectuée avec cet argent prêté gratuitement. Cela signifie qu'il n'y a plus, ou moins, d'argent pour continuer ce petit jeu et continuer à faire monter le prix des actifs artificiellement. Conséquence logique : les investisseurs se précipitent tous au même moment hors des marchés financiers car, pour ne pas constater de pertes trop sévères, il faut savoir quitter le navire à temps et surtout ne pas être le dernier.

Il est à noter que dans ce contexte l'or profite, ce qui est rarissime de la baisse des marchés. Là aussi la raison est assez simple. Les investisseurs ont joué tout au long de l'année 2013 la hausse des marchés boursiers et ont boudé le marché de l'or. Résultat, il n'y a pas d'or à vendre pour éponger des pertes boursières, en revanche il y a des gains boursiers à placer ailleurs en essayant de les sécuriser en plus sur un actif qui a subi une très forte correction (presque 38 %) en 2013.

Résumons :

1/ Les marchés boursiers ont pris 30 % de hausse en 2013.

2/ L'or a baissé de 38 % en 2013.

3/ Il y a de moins en moins de liquidités pour assurer des bénéficiaires boursiers en 2014 en raison de l'arrêt progressif mais rapide des QE de la FED (injection d'argent gratuit).

4/ Les indices économiques sont désastreux. L'ISM chute de presque 7 points aux USA, ce qui est sa plus mauvaise performance depuis... 30 ans ! En Chine, tout montre que l'activité économique ralentit fortement et que la récession se profile à nouveau... (je vous mets deux liens pour vous illustrer et expliquer ce sujet).

Conclusion

Les indices étaient au plus haut, l'or au plus bas. Il est sans doute plus que

pertinent de suivre le sens des marchés et de quitter des positions boursières ou de les réduire fortement pour migrer sur le métal jaune, car il semble se profiler une rotation des actifs (phénomène signifiant que les investisseurs passent d'un actif à l'autre, en l'occurrence de la Bourse aux métaux précieux).

Pour ceux qui ne souhaitent pas couper leur position boursière... vous prenez des risques mais c'est votre problème ! Le potentiel de hausse est évidemment beaucoup plus faible que le potentiel de baisse, mais dans ce cas couvrez-vous avec des trackers qui reproduisent une performance inverse en cas de baisse comme le BX4 sur le CAC 40 comme je l'évoquais il y a plus d'une semaine (déjà plus de 10 % de gains...).

Surveillez attentivement la situation des banques car, en cas de krach, cela va laisser des traces importantes dans des bilans déjà plus que très fragiles et l'on pourrait assister à un retour très rapide du risque systémique.

À ce stade, il est trop tôt pour dire avec certitude si la FED a décidé définitivement de stopper toutes ses interventions monétaires en finalement laissant faire le grand nettoyage économique, auquel cas le krach sera monumental et fera passer la crise de 2008 pour une promenade de santé, ou si la FED va tenter de piloter un atterrissage le moins violent possible des bulles financières (actions et obligations), auquel cas nous aurons une tendance fortement baissière mais avec des remontées puisque dans ce cas les banques centrales peuvent encore annoncer des baisses de taux d'intérêt (BCE) ou ralentir la réduction des injections de monnaie, voire les reprendre partiellement (la FED).

De plus, les profits des entreprises sont plus qu'en demi-teinte, ce qui devrait encore plus inciter à la prudence puisque les perspectives de bénéfices ne sont pas au rendez-vous.

Dans tous les cas, l'année 2014 sera mauvaise pour les indices boursiers et je vous invite dès maintenant à prendre vos précautions et à sécuriser votre patrimoine.

Dans tous les cas, vous assisterez à un retour de la volatilité avec de fortes baisses... mais aussi de forts mouvements de hausse ! On constatera une forte augmentation du VIX, indice mesurant la volatilité également surnommé l'indice de la peur ! Pour en savoir plus sur ce sujet, vous avez un lien ci-dessous. Ce qui est important c'est de toujours essayer de dégager la tendance de fond.

Sous-pondérez les actifs financiers (actions/obligations), surpondérez les actifs tangibles (métaux précieux comme l'or et l'argent), débancarisez au maximum.

Retenez donc qu'il ne faut pas (encore) sombrer dans un pessimisme total, mais que la période de l'optimisme béat semble révolue. Soyez donc prudent, vigilant et attentif.

Restez à l'écoute. Abonnez-vous gratuitement au Contrarien Matin (www.lecontrarien.com) pour rester informé.

Charles SANNAT

Article de la semaine dernière pointant les risques réel de krach financier

<http://www.lecontrarien.com/krach-or-not-crac-27-01-2014-edito>

Article d'aujourd'hui évoquant plusieurs sujets comme le plafond de la dette mais aussi l'indice ISM américain qui explique la baisse d'hier sur les marchés notamment à Wall Street

<http://www.lecontrarien.com/the-plafonds-de-la-dette-le-retour-04-02-2014-edito>

Article de l'édition du jour du Contrarien Matin concernant la baisse de l'activité manufacturière en Chine au bord de la récession économique <http://www.lecontrarien.com/chine-lida-du-secteur-manufacturier-recule-a-505-en-janvier-04-02-2014-chine>

Article de fond donnant une explication parfaitement compréhensible de la volatilité et de sa mesure à travers l'indice VIX <http://bourse.lesechos.fr/forex/infos-et-analyses/vix-l-indice-de-la-peur-et-les-risques-systemiques-pour-le-marche-948340.php>

2 millions de Français ont renoncé à emprunter pour acheter

C'est un article passionnant du magazine *Challenges* que je vous invite à lire et qui nous apprend que jamais, depuis plus de 25 ans, les banques n'ont vu tomber aussi bas le nombre de leurs clients ayant un crédit à rembourser.

47,6 % des Français, soit environ 13 millions de ménages, déclarent rembourser un ou plusieurs prêt(s), tous types de crédits confondus. Ceux qui continuent ou commencent à verser des mensualités d'un prêt immobilier sont encore moins nombreux : 8,5 millions.

Mon analyse est qu'il ne s'agit pas uniquement d'un problème de pouvoir d'achat mais d'une véritable volonté fort intelligente de la part de nos compatriotes qui sont infiniment plus intelligents que ce que pensent nos mamamouchis, de réduire profondément leur endettement.

Les Français ne veulent plus de crédits. Et je ne peux qu'encourager cette attitude tant la dette est un outil d'asservissement des foules et des peuples.

Si un crédit immobilier ou voiture peut avoir du sens car les sommes à engager sont très importantes, les crédits à la consommation devraient être

évités avec constance car c'est le plus souvent un piège pour les ménages.

Enfin, cela montre également l'effondrement possible à venir de la bulle immobilière, car a priori les Français ne veulent plus un crédit de 30 ans pour acheter très cher un clapier hors de prix dont ils ne savent même pas sous quelles modalités ils pourront le louer par exemple... Vive le projet de loi de Cécile Duflot.

Charles SANNAT [Article complet de Challenges ici](#)

[Olivier Delamarche sur BFM Business](#)



<https://www.youtube.com/watch?v=iPSYBOqLshw&feature=youtu.be>

Vous noterez dans cette vidéo l'un des intervenants qui conclut, à très juste titre, sur les facteurs démographiques qui sont porteur d'une déflation structurelle en Europe.

Effectivement, la pyramide des âges avec l'arrivée des boomers à la retraite entrainera d'abord une décollecte massive de l'épargne pour le financement de la retraite puis de la dépendance avant une grande redistribution patrimoniale des cartes lors du passage de témoin entre une génération très nombreuse et les suivantes.

Cela aura bien sûr, comme le Japon nous le montre depuis 30 ans, un impact très fort sur la macro-économie.

Je reviendrai plus longuement un jour sur les facteurs démographiques.

Charles SANNAT [Voir la vidéo ici](#)

Mister Market and Doctor Conjoncture du Mardi 4 Février 2014 :

La dialectique de la mise en difficulté des émergents. **On va secouer le cocotier!**

Par The Wolf le 05/02/2014 • Par Bruno Bertez

Nous avons attiré l'attention à plusieurs reprises et très tôt sur le risque de déstabilisation des économies par le « tapering » et surtout celles des marchés émergents. Si nos souvenirs sont bons, dès Avril ou Mai 2013.

Mister Market and Doctor Conjoncture du Jeudi 18 Avril 2013: [Quelque chose change, les craquements se précisent par Bruno Bertez](#)

Mister market and Doctor Conjoncture du Mardi 16 Avril 2013: [A falling knife par Bruno Bertez](#)

Mister Market and Doctor Conjoncture: [Bulletin d'alerte par le Doctor Copper!!!](#)

Mister Market and Doctor Conjoncture du Jeudi 30Mai 2013: [La déstabilisation continue. Les apprentis sorciers ont encore frappé par Bruno Bertez](#)

Mister Market and Doctor Conjoncture du Jeudi 20 Juin 2013: [Bernanke répond aux questions, les marchés dévissent Par Bruno Bertez](#)

Alerte Rouge du Vendredi 21 Juin 2013 : [craquements sinistres dans le secteur des ETF](#)

Depuis toujours, nous avons critiqué le concept à la mode des BRICS. Notre cadre analytique, qui repose sur l'hypothèse d'un monde hiérarchisé avec un Centre, les Etats-Unis, et des satellites, ne laisse pas de place à l'idée d'un découplage ou d'un développement autonome auto-entretenu des émergents.

Ils n'émergent, dans notre cadre, qu'à la faveur des laxismes, voire des erreurs de pilotage des Etats-Unis. Ils émergent, non pas de façon endogène, mais en vertu du Grand Déversement. Déversement financier et technologique. Cela est sévère, mais c'est ainsi, c'est notre thèse. Nous soutenons que tous ces pays ont bénéficié du choix américain de la fuite en avant depuis le début des années 90. Lorsque la Fed, dès avant 2008, a favorisé une croissance débridée du crédit, laissé gonfler les liquidités, tous ces pays ont été inondés, le crédit facile et la création monétaire domestique ont flambé et il s'en est suivi un développement impressionnant. Les Etats-Unis, par leur politique, ont, en quelque sorte, supprimé les limites et les contraintes à la croissance de ces pays. Beaucoup, parmi les dirigeants, ont

fait l'erreur de croire que le décollage était dû à leurs qualités propres, et qu'il était durable. Nous avons toujours soutenu que cela était faux. La facilité globale a masqué les problèmes et les déséquilibres, ainsi que les allocations aberrantes des ressources.

Voici l'heure des comptes.

Ce qui est un peu triste, c'est que ce sont ces émergents qui sont les premiers à payer l'addition des erreurs américaines, il n'y a ni justice, ni morale en économie. Le patron de la Banque Centrale Indienne aurait dû y penser plus tôt, quand il a pleurniché pour obtenir un peu d'aide des Américains, c'est chacun pour soi et tous pour les Etats-Unis.

La communauté financière est maintenant persuadée que la Réserve Fédérale a opté pour une tentative de réduction de la taille de son bilan ; elle anticipe donc un resserrement de la liquidité mondiale et, dans certains cas, pour les pays déficitaires, des tensions sur les taux et les changes. Dans ces conditions, il est normal et logique que cette communauté spéculative ébauche une tendance au deleveraging, liquide ses assets les plus volatils et risqués. A ce stade, c'est la périphérie mondiale qui souffre, mais de proche en proche, si le mouvement dure quelque peu, toutes les périphéries seront affectées et en particulier la périphérie européenne. Elle n'est pas très solide, elle a bénéficié de beaucoup de flux spéculatifs depuis le coûte que coûte de Draghi. Ce Draghi a dû, lui aussi, se croire intelligent et habile, il n'a, à notre avis, pas bien compris que son « succès » ne tenait pas qu'à ses mérites... et que rien n'est résolu.

Les véhicules du « core », du ou des Centres, bénéficient temporairement du reflux des capitaux mondiaux qui cherchent des parkings sûrs. Ceci explique que le taux du 10 ans du Trésor US ait fortement chuté. Cette baisse est bonne pour les USA, même si elle se fait au détriment des émergents. Grâce au reflux, on peut aller vers un « taper » raisonnable sans craindre de tension sur les taux longs et donc sans risque d'accident, à la fois dans le financier et dans l'immobilier. Nous aurions tendance à dire, tant pis pour les Indiens et les Turcs, et surtout les Russes, et bien joué la Fed !

Une contagion aux places financières globales n'est pas exclue, elle est même probable -ne serait-ce qu'à titre de leçon ou de test- pour les raisons suivantes:

- Le vecteur de contagion sera le secteur bancaire. On connaît sa fragilité et sa capacité à faire tout ce qu'il ne faut pas faire, à commettre toutes les erreurs et imprudences par appât du gain.
- Puis, viennent les Hedge funds. Eux seront victimes de la bouffée de risk-off, à la fois sur les véhicules qu'ils travaillent, mais aussi sur leur financement, sur les changes, taux et opérations de carry. Gare au Yen.
- Ensuite, il y aura la révision en baisse des perspectives de croissance du commerce mondial et les faiblesses sur tous les secteurs qui y sont liés, transports, commodities, services.
- Enfin, il y aura les contagions psychologiques, retour des humeurs déflationnistes et mécaniques avec les appels de marges et de garanties.

Aux Etats-Unis, la dette sur marge est à un record impressionnant à 2,6% du GDP. Merci monsieur Bernanke. Ceci n'a été atteint que lors du sommet ruineux de 2000. Les évaluations boursières sont également à des niveaux records, n'en déplaise aux pseudo-analystes qui font le marketing des actions. Toutes les mesures fondamentales aussi bien en Tobin qu'en Shiller ou autres plus sophistiquées donnent des signaux de surévaluation vertigineuse. La surévaluation est masquée par les circonstances exceptionnelles de ces dernières années, à savoir: des marges bénéficiaires plus de 70% supérieures aux normes historiques, des taux d'intérêt exceptionnellement bas, des amortissements et investissements qui sont insuffisants. Tout cela est suspendu dans les airs et se trouve donc vulnérable.

Vous connaissez notre idée selon laquelle les assets ne font pas bulle tant que la politique monétaire reste ce qu'elle est, à savoir ultra-accommodante. Il faut bien échanger du cash, qui ne vaudra un jour presque rien et ne rapporte rien, contre quelque chose et sous cet aspect, les actions ne sont pas plus chères qu'autre chose, elles le sont plutôt moins. Mais nous traversons une phase de doute et c'est ce qui est important. Le doute agit comme s'il réduisait la liquidité. La liquidité réelle reste ultra-abondante, mais la liquidité perçue et anticipée chute. Ce qui fait défaut, ce n'est pas l'argent, mais la « foi ».

Vous connaissez cette excellente définition de la liquidité: « la liquidité, c'est quand on espère vendre plus cher que l'on a acheté ». Et nous sommes dans ce moment où on doute de pouvoir vendre plus cher.

Nous sommes suffisamment cyniques pour estimer que la situation présente ne déplaît pas aux Etats-Unis, ils sont assez contents de rabattre leur caquet à des prétentieux qui osaient vouloir s'émanciper, faire des accords bilatéraux et multilatéraux pour se passer du dollar ; monter des sortes de syndicats pour contester etc. Voilà qui va les remettre à leur place, les faire rentrer dans un rang qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Les commentaires des officiels américains à ce stade sont clairs, « *si ces gens sont en difficulté, ils n'ont à s'en prendre qu'à eux, ils n'ont pas fait les réformes qu'ils auraient dû faire quand cela allait bien* ». On sous-estime grandement l'habileté manœuvrière des Etats-Unis, elle est la conséquence de leur pragmatisme et de la docilité de leur opinion publique.

Nous n'avons pas parlé de la Chine, mais tout ce que nous avons dit s'applique, ou plutôt s'appliquera à la Chine, mais là, il faut laisser le temps au temps, les choses ne sont pas encore mures pour remettre la Chine au pas. S'agissant de la Chine, la stratégie d'affaiblissement en profondeur de son système a été bien analysée par Greenspan, il n'était pas aussi stupide qu'on veut le faire croire. S'agissant de la Chine, il avait vu et visé juste. N'oubliez pas que les Etats-Unis viennent d'infléchir leurs priorités géopolitiques et que le « containment » de la Chine est devenu leur nouvelle priorité. La géopolitique américaine a basculé, maintien de l'hégémonie exige.

La prochaine étape, pour les marchés, nous semble-t-il, sera une étape d'interventions verbales, histoire de prévenir les partenaires connivents du système bancaire. Il ne faudrait pas qu'ils perdent trop d'argent !

[Les français se désendettent...](#)

Patrick Reymond Mercredi 5 février 2014

C'est Sarko qui doit pas être content. Les Français se désendettent, alors que selon lui, il y a dix mille ans, rappelez vous, c'était en 2007, ils ne l'étaient pas assez.

Chute importante du crédit à la conso, et chute légère du crédit immobilier, les deux grandes mamelles du crédit.

Le taux d'épargne se situe à 15.6 %, mais l'épargne financière elle n'en représente que 5.6. Le faux taux d'épargne des indépendants est lui, à 1 %, le reste, 9, c'est le remboursement des crédits.

C'est un puissant levier de déflation, à partir du moment où l'endettement des nouveaux arrivants cesse, ou du moins, n'est plus assez important pour alimenter la machinerie. Celle-ci, non huilée, grince et grippe.

"les ménages ont basculé dans une logique de désendettement ! " Ma conclusion ; ils sont entrés en guerre avec le système, pour cause qu'ils ont cessé d'être panurgiste.

Chez moi, Haute Loire, d'après la presse papier, les ventes immobilières chutent de 9 %, et la construction s'effondre : - 19 % (c'est ici, en quasi-totalité, de la maison individuelle).

On prétend que c'est l'instabilité fiscale, alors que le charme s'est simplement rompu. Trop cher. S'il y a des visiteurs pour les poubelles énergétiques, ceux-ci propose des prix cassés faute de réhabilitation.

Les loyers n'ont pas bougé depuis 8 ans, et l'on accuse les lois sur les plus values. A la limite, celle-ci sont non coupables. En effet, pour qu'il y ait imposition des PV, il faut qu'il y en ait une.

Les mauvaises langues disent que les transactions ne dépassent pas les 60 000 euros.

Le gouvernement devrait être content : les particuliers appliquent la politique qu'ils rêvent d'appliquer, que l'on ordonne d'appliquer.

Mais, si, en micro économie, cela fonctionne, en macro, c'est la catastrophe, avec la réduction de la masse monétaire à grande allure.

D'ailleurs, je vais faire mes courses, et là, je regarderais attentivement toutes les offres phénoménales des supermarchés qui ne manquent pas de déborder de ma boîte aux lettres,

Déjà, ça, c'est un changement important. Il y a peu, il n'y avait jamais rien. (ça, c'est pas grave, il faut bien allumer le poêle).

Ces deux faits prouvent que la crise est d'importance, avec des réductions sur des marques qu'on n'aurait même pas oser espérer il y a peu...

Rions... du gaz de schiste...

Par Patrick REYMOND Mercredi 5 février 2014

Caca nerveux chez les pétroliers, à propos du gaz de shit.

«La fracturation telle que pratiquée aujourd'hui n'est pas une technique sale. C'est juste pas vrai!»(na !, sinon je boude, dis chichi), a affirmé M. Schilansky. «Pendant ce temps, on ne fait rien, c'est du temps qu'on perd».

Du temps qu'on perd ? Pas grave.

En effet, le gaz et le pétrole de schiste, même en acceptant qu'ils disent vrai, est là depuis ??? Quelques millions d'années ??? Il peut bien attendre, quelques années de plus. Il périmé pas comme les yaourts.

Laissons les autres essayer les plâtres, on verra bien après, même si, personnellement, j'ai déjà ma petite idée là-dessus.

Au fait, l'eldorado gazier, c'était bien la Pologne ???

Edward Snowden : ILS NE SONT PAS AU BOUT DE LEUR PEINE

5 février 2014 par François Leclerc

Auditionné mardi par la commission judiciaire de la Chambre des représentants, James Cole, le ministre adjoint de la justice, aurait aimé être ailleurs. Il a du reconnaître que « oui, probablement » les numéros de téléphone des bureaux de la Chambre avaient été soumis à une collecte des données de la NSA. L'audition est devenue plus scabreuse lorsque les conversations téléphoniques entre Angela Merkel et Barack Obama ont été évoquées : « le Président avait-il été écouté ? » a été la question. James Cole a refusé de répondre mais a promis de le faire ultérieurement...

Les choses n'en sont pas restées là : le président de la commission a prévenu que le stockage des données collectées par la NSA à des entreprises privées » (comme tiers de confiance) proposé par Barack Obama « pourrait soulever davantage d'inquiétudes sur la protection de la vie privée qu'il n'en résoudrait ». Un représentant auteur de la loi antiterroriste votée après les attentats du 11 septembre a annoncé que la section 215 de celle-ci, sur laquelle s'appuie la NSA pour justifier ses collectes de renseignements, ne trouverait pas de majorité pour la renouveler lors de son expiration en juin prochain si elle n'est pas modifiée.

En Allemagne, les enquêteurs de la chaîne NDR ont pu établir que la NSA avait espionné à partir de 2002 et le temps de son deuxième mandat Gerhard

Schröder, le prédécesseur social-démocrate d'Angela Merkel. Derrière le même code « 388 » de la NSA se dissimule le nom du chancelier en titre. Pour mémoire, Barack Obama a tenté de désamorcer le tollé créé par la révélation de la surveillance téléphonique d'Angela Merkel, en annonçant qu'elle avait cessé et que, lui président, cela ne recommencerait pas...

CONFUSION BANCAIRE ET DÉSINFLATION FONT BON MÉNAGE

4 février 2014 *par François Leclerc*

Après l'Irlande et l'Espagne, le tour de l'Italie serait venu. La banque Intesa Sanpaolo envisagerait à son tour de créer une *bad bank*, soutenue d'une manière ou d'une autre par l'État, afin de réduire son bilan en en sortant un paquet de 55 milliards d'euros actifs douteux. Parallèlement, des discussions à propos de la recapitalisation de la banque sont engagées, ainsi que la vente de participations minoritaires.

Les préparatifs s'intensifient en vue d'affronter les tests de résistance des banques de mai prochain par l'Autorité bancaire européenne (EBA) – qui concernent les 28 pays de l'Union européenne – et ceux de la BCE au sein de la zone euro de mars prochain. Si Unicredit et Intesa Sanpaolo, les deux principales banques italiennes, peuvent présenter des ratios avantageux et sont présentées comme bien capitalisées, la situation du reste du système bancaire italien est moins claire. Selon l'association italienne des banques, le montant des « prêts non performants » atteindrait en novembre dernier un montant total de 150 milliards d'euros, en rapide progression. La comparaison avec le système bancaire espagnol s'impose, au sein duquel les deux plus grandes banques, Santander et BBVA, tirent leur épingle du jeu en raison de leurs activités à l'international, plus particulièrement en Amérique latine.

Si ces préparatifs n'ont pour but que de permettre aux banques de passer les examens à venir, cela reviendra à ignorer les leçons du Japon, où il aurait été impératif au tout début de nettoyer les bilans bancaires afin de ne pas subir une déflation prolongée, ce qui n'a pas été fait. La même histoire recommence, de ce point de vue. La présentation fallacieuse des banques espagnoles, présentées comme ayant surmonté leurs épreuves alors qu'elles sont sous la menace croissante de leurs impayés, accrédite la persistance d'une dangereuse cécité. Quand les banques ne continuent pas à dissimuler

les traces de leurs errements financiers passés, elles subissent les effets de la crise économique actuelle. En attendant, Eurostat fait état d'une inflation sous-jacente (qui ne prend pas en compte les prix de l'énergie et des produits alimentaires) de 0,8 %, montrant que la désinflation se poursuit dans la zone euro, aux portes de la déflation.

Témoignant à la fois du caractère primordial de l'état réel des banques et de la légèreté avec laquelle cette question est traitée, les épisodes des feuilletons de l'Union bancaire et du projet de séparation des activités des banques se succèdent. Sous l'impulsion de son Président, le Parlement européen continue de manifester son opposition aux dispositions retenues par les ministres des finances pour l'Union bancaire (mais le blocage en résultant ne change rien à l'affaire, étant donné la pusillanimité de celle-ci, qui en fait d'union laisse chaque pays face à ses problèmes bancaires). Pierre Moscovici, le ministre français des finances, rejette de son côté le projet de séparation des activités des banques en niant qu'il soit plus sévère que la loi adoptée en France pour le présenter tel un repoussoir comme... « plutôt favorable à un modèle anglo-saxon » ! La confusion entretenue bat son plein.

MEA CULPA !

4 février 2014 *par* Paul Jorion

Je dois reconnaître avoir fait une erreur d'appréciation dans mon évaluation de la crise du milieu financier. Ayant travaillé dans ce secteur dans quatre pays différents (chronologiquement : en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et aux États-Unis) durant dix-huit années, j'ai supposé que ma rencontre occasionnelle avec des pratiques frauduleuses constituait un échantillonnage fiable des pratiques à l'intérieur de ce milieu.

Ayant travaillé en particulier dans les milieux spécialement « exposés » du secteur du *subprime*, du *parachute doré*, de la retraite « fortifiée » des dirigeants d'entreprise, du prêt (gaspation !) à la voiture d'occasion, j'ai eu le sentiment d'avoir tout vu. Or, j'avais tort !

J'avais tort parce que je n'avais vu chaque fois que la fraude interne à une entreprise isolée et je n'avais pas envisagé l'effet démultiplicateur de la collusion entre de multiples entreprises commettant la même fraude de concert.

J'ai eu l'occasion de couvrir de manière détaillée la fraude du LIBOR (vous trouverez ici sur le blog des billets l'évoquant, non pas l'année dernière quand tout le monde en parla, mais en 2008, au moment même où elle se commettait) et je serai présent de la même manière quand sera déballée la manipulation des taux de change au fil des années par les banques.

Quinze banques ont d'ores et déjà été appelées à coopérer avec les autorités dans ce nouveau scandale, et non des moindres : JP Morgan, Citigroup, Barclays et HSBC en particulier. Elles auront à payer des amendes d'un montant considérable et les 6 milliards de dollars qui durent être versés dans le cas du scandale du LIBOR seront probablement dépassés.

Il y aura cette fois encore des amendes, dont les clients et les actionnaires de ces banques régleront l'ardoise in fine. Aucun dirigeant ne sera inquiété, uniquement des sous-fifres, aucune de ces banques ne sera bannie du marché des changes dont elles ont faussé le mécanisme à leur très grand bénéfice et pendant des années et des années. Pourquoi ? En raison du risque *systémique* , du risque d'effondrement généralisé, qui résulterait du fait que ces banques et leurs dirigeants soient inquiétés.

Des escrocs nous ont pris en otage. Ils sont intouchables. Que pouvons-nous faire ?

[Les stratégestes sont presque tous pris à contrepied](#)

Jean-Jacques Netter 4 février

L'indice MSCI AC World qui reflète le comportement de l'ensemble des bourses mondiales a baissé de 1,2% la semaine dernière. La baisse a été beaucoup plus sévère parmi les marchés émergents avec notamment : -8,3% au Chili, -6,8% en Afrique du sud, -5% au Moyen Orient... Cette évolution inattendue par la quasi totalité des stratégestes au début de l'année a quatre explications : 1/ les inquiétudes sur la poursuite de la croissance chinoise. 2/ les opérations de « tapering » de la banque centrale américaine 3/ l'incertitude politico économiques dans plusieurs marchés émergents 4/ l'économie américaine qui produit des indicateurs difficiles à interpréter.

Parmi les classes d'actif, la meilleure performance depuis le début de l'année a été réalisée par les obligations du Trésor US 10 ans + 4,2%, les obligations d'Etat espagnoles +3,9%, l'or + 2,8%, les obligations d'Etat allemandes + 2,3%.

En France, la fameuse inversion de la courbe du chômage n'a bien évidemment pas eu lieu. L'augmentation de plus de 375 000 chômeurs supplémentaires est sans appel. Ce n'est ni une stabilisation, ni une inversion, comme le prétend la communication gouvernementale. François Hollande a été pris au piège d'un pari totalement raté. Rien ne pourra se passer tant que le gouvernement n'aura pas compris que pour créer des emplois, il faut beaucoup plus de flexibilité dans le droit du travail et surtout casser au plus vite les effets de seuil dans les entreprises, en particulier celui des 50 salariés. Pendant ce temps là, la courbe du chômage s'est inversée en Espagne, en Italie et au Portugal...

Les investissements étrangers en France, selon le dernier rapport de la Cnuccd ont baissé de 77% en 2013. Il s'agit d'un véritable effondrement, contrairement à ce qui s'est passé dans le reste de l'Europe. Circonstance encore plus grave, les investissements réalisés se sont dirigés vers l'immobilier contrairement à l'industrie et aux services qui subissaient des retraits massifs. Ces chiffres contredisent ceux qui ont été publiés pendant toute l'année 2013, par des consultants, à la demande du Gouvernement pour vanter « l'attractivité de la France »....

Le niveau de dépenses publiques résulte de ce que *Jean Pierre Petit* président des *Cahiers Verts de l'Economie* appelle le « keynésianisme simplet » des hommes politiques de gauche comme de droite. Nous sommes le pays où le niveau de dépenses sociales est le plus élevé (33% du PIB contre 28,6% en Suède). Le « je dépense donc je suis » risque donc de continuer à être pendant encore longtemps au cœur du système politique français.

Sur l'échiquier politique, comme l'écrit *Charles Gave* Président de *l'Institut des Libertés* cette semaine dans valeurs Actuelles, la droite est aux abonnés absents, car elle est encore étatiste, bonapartiste, interventionniste et hait viscéralement la liberté individuelle.

En Allemagne, la performance du marché action mesurée en dollar US marché a été supérieure à celle du marché japonais depuis la dévaluation agressive du Yen. Cette constatation pourrait inciter des investisseurs à diminuer leurs positions sur le marché allemand.

En Grande Bretagne, *Mark Carney* président de la *Banque d'Angleterre*, est le banquier central qui a inventé le concept de « forward guidance » qui

consiste à substituer la politique monétaire par des mots. Cette technique a été très largement utilisée par Ben Bernanke et surtout par Mario Draghi. A suivre

En Europe, le pourcentage de chiffre d'affaire réalisé par les sociétés de l'indice STOXX 600 dans les marchés émergents est de 18%, ce qui rend de nombreuses grandes sociétés vulnérables à une dégradation de l'activité économique dans ces pays.

Les statistiques économiques US sont très difficiles à interpréter

Aux Etats Unis, la croissance annualisée du T4 a été de 3,2% après 4,3% au T3. C'était une excellente nouvelle. En revanche la publication d'un indice ISM à 51,3 en janvier contre 56,5 en décembre a été considérée comme une mauvaise nouvelle entraînant quasi instantanément un plongeon des valeurs américaines.

Les marchés frontières sont en hausse de 1,3% depuis le début de l'année à comparer avec une baisse de 6,6% des marchés émergents. Depuis le début de 2013 l'écart est encore plus spectaculaire puisque les marchés frontières ont progressé de 22% alors que les marchés émergents reculaient de 11%. Selon *Sean Lynch stratégeste de Wells Fargo* ces marchés présentent l'intérêt d'être en grande partie décorrélés des grands marchés. **Les pays émergents** vont bientôt commencer à entrer dans une zone d'achat....

Les propositions de Michel Barnier risquent de faire du tort aux banques françaises

Les banques européennes risquent de souffrir des propositions de Michel Barnier qui ont été jugées irresponsables par *Christian Noyer, le président de la Banque de France*.

Les faillites les plus spectaculaires on surtout été le fait de banques de détail comme **Dexia** en France et en Belgique et **Northern Rock** en Grande Bretagne. Les banques universelles comme la **BNP Paribas** et la **Société Générale** s'en sont plutôt bien sorties.

Les banques américaines après avoir effectué un très beau parcours ont décroché cette semaine en cassant à la baisse leur moyenne mobile 200 bourses. Cela a été le cas pour **Citigroup** et **Goldman Sachs**.

En Asie, **les banques japonaises** ont beaucoup accru leur part de marché,

surtout les banques japonaises comme **Mitsubishi UFJ Financial Group**, **Mizuho Financial** et **Sumitomo Mitsui Financial Group**.

Les énergies vertes ne sont plus à la mode. Le Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective dénonce les effets pervers des subventions. Dans un rapport qui vient d'être publié il réclame un réaménagement urgent des dispositifs de soutien. Il faudrait faire évoluer le dossier sur le gaz de schiste. C'est pourquoi Arnaud Montebourg Ministre du Redressement Productif est en train de faire la promotion d'une nouvelle technique « propre » pour extraire le gaz de schiste. Il s'agirait tout simplement de remplacer l'eau par du fluoropropane. Les ministres écologistes du gouvernement (Cécile Duflot et Philippe Martin) sont évidemment totalement opposés à cette évolution. Ambiance

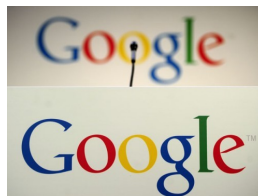
Dans le secteur des gaz de schiste le feuilleton continue...Arnaud Montebourg Ministre du Redressement Productif veut pousser une nouvelle technologie...Cécile Duflot et Philippe Martin s'y opposent...

Les « sticky winners » (= sociétés qui vont continuer à réaliser de la croissance forte avec des résultats qui suivent) sont le dernier concept d'investissement formalisé par *Hugo Scott Gall de Goldman Sachs*. Il a identifié les sociétés qui sont susceptibles de traverser convenablement la période difficile que nous avons devant nous. En France : L'Oréal et Dassault DSystèmes ; en Grande Bretagne **Rolls Royce** et **Spectris** ; en Allemagne **Kion** et **Wirecard** ; en Suède **Elekta** et **Atlas Copco**

[Google redressé d'un milliard d'euros par le fisc !](#)

ActuWiki Source : [Le Point fév 5th, 2014](#)

Le contrôle fiscal du géant américain atteint un record historique ! Et contribuera à réduire (un peu) le déficit budgétaire de la [France](#) en 2014.



Le litige fiscal entre l'État français et Google se conclut par un redressement record d'un milliard d'euros, a-t-on appris d'une source gouvernementale et

d'une source parlementaire. Joint par Le Point.fr, Bercy se prévaut du secret fiscal et ne souhaite ni confirmer ni infirmer cette somme. *Le Point* est pourtant en mesure d'affirmer que la Direction générale des impôts n'a pas lésiné pour réclamer son dû. Pour la plus grande joie de [Bernard Cazeneuve](#), le ministre délégué du Budget, qui a prévu de récolter deux milliards d'euros supplémentaires en 2014 grâce à la chasse aux fraudeurs. Toutefois, entre le moment où le Trésor public réclame le paiement du milliard d'euros à Google et le paiement effectif, il peut s'écouler un certain temps...

Le contentieux entre Google et le Trésor public remonte à plusieurs années. Le 30 juin 2011, une perquisition au siège de Google [France](#) a permis à la Direction nationale d'enquêtes fiscales et aux douanes de saisir de nombreux documents (factures, courriels, contrats...) permettant de mettre en échec la stratégie d'optimisation fiscale mise en place par le géant américain à travers ses diverses filiales, notamment via l'[Irlande](#).

Google a toujours clamé qu'il se conformait aux législations nationales. La firme de Mountain View ne déclare, en France, qu'un faible chiffre d'affaires (moins de 150 millions d'euros) en affirmant facturer les liens sponsorisés de son moteur de recherche depuis l'[Irlande](#). Ce qui permettait à Google de ne régler qu'une très faible ardoise fiscale : 5,5 millions d'euros en 2011.

Après Google, c'est l'ensemble des acteurs mondiaux d'[Internet](#) opérant en France qui pourraient rembourser des centaines de millions d'euros à Bercy. Car d'autres contentieux engagent en effet Amazon, [Facebook](#), Apple...

[Pourquoi il faut défendre le secret bancaire](#)

Par Flavien Tulliez, depuis le Luxembourg. Publié le 5 février 2014. Contrepoints

Au-delà des simples arguments utilitaristes et pragmatiques, il est également important de défendre le secret bancaire sur un plan éthique et moral.



Accusations de non-coopération en matière de fiscalité, [dénoncations infondées organisées par la presse française](#), polémique sur la directive

épargne, etc. Alors que la campagne de Luxembourg-bashing semble battre son plein, le secret bancaire revient au centre des débats au Grand-Duché après l'accalmie qui avait succédé à l'annonce de sa levée au printemps par Jean-Claude Juncker. Revenons donc sur les faits pour dissiper quelques zones d'ombre.

Le secret bancaire est un droit consacré par les textes au Luxembourg ; chacun peut en jouir. Les attaques se sont dernièrement multipliées contre ce droit. Ainsi, certains voudraient contraindre le Luxembourg à l'abolir, comme M. Juncker s'y était engagé à l'horizon du 1^{er} janvier 2015. On oublie cependant que la levée du secret bancaire n'était pas inconditionnelle aux termes du Premier Ministre d'alors, mais dépendait aussi de [la coopération d'un certain nombre de membres de la communauté internationale](#). Pourquoi s'acharner quand on constate l'absence de progrès dans la mise en place de l'échange automatique de données en dehors de l'Union européenne ? L'application de ces principes serait un boulet pour la compétitivité du Luxembourg, boulet dont ne souffriraient guère des juridictions comme Singapour. Encore une fois, il vaudrait mieux que les capitaux demeurent en Union européenne plutôt qu'ils ne migrent ailleurs. Cela suppose de rester attractif. Quand bien même le secret bancaire n'est plus tellement le moteur de la place financière luxembourgeoise – détrôné par l'expertise des professionnels de la place, l'application des directives UCITS et un cadre juridique et fiscal pragmatique et stable – il demeure un facteur d'attractivité.

Pourquoi cet acharnement sur l'échange automatique de données ? La plupart des pays occidentaux ont ratifié la convention fiscale de l'OCDE en 2009 qui encadre déjà la coopération entre pays concernant les cas de fraude fiscale ou de blanchiment d'argent, tout à fait légitime au demeurant, notamment à [son article 26 concernant l'échange de données](#). Au-delà de ces cas, qui font donc déjà l'objet de dispositions de droit international, quel intérêt y a-t-il à lever le secret bancaire ? Il est vrai que cette mesure ne s'appliquerait pas aux entreprises et que les contours de la directive épargne vont probablement encore être élargis, mais quand bien même ?

Enfin, il semble important de défendre le secret bancaire sur un plan éthique et moral, bien au-delà des simples arguments utilitaristes et pragmatiques. En effet, les pays européens, en particulier les principaux détracteurs du secret bancaire, se targuent d'être le berceau des droits de l'homme. Souvent, on

évoque le terme de « démocratie libérale » pour faire référence à des constitutions, écrites ou non, protégeant le citoyen de l'arbitraire étatique. Ces constitutions consacrent un certain nombre de droits reconnus comme naturels et inaliénables, au rang desquels figurent en premier lieu le droit à la vie privée et le droit à la propriété. Le secret bancaire est un corollaire logique de ces droits. En quoi la discrétion demandée au banquier à qui l'on confie ses deniers devrait-elle fondamentalement différer de la confidentialité exigée de son médecin ou de son avocat ? Au Grand-Duché, l'impôt sur le revenu est prélevé directement à la source par l'employeur. Dès lors, il apparaît cohérent de considérer que l'impôt ayant été acquitté, le reliquat du revenu reste à la libre jouissance du citoyen et ne concerne plus l'État, d'où le secret bancaire. Le secret bancaire est ici aussi une protection contre l'arbitraire de l'État et doit être défendu sur un plan éthique. Il continuerait *a priori* de s'appliquer pour les résidents du Luxembourg, mais une fois admis qu'il peut être remis en cause pour les non résidents, comment ne pas imaginer que cela puisse être un jour aussi le cas pour les résidents ?

Il n'est pas exact de dire que le Luxembourg est sans armes face à la pression de certains membres de la communauté internationale qui [voudraient le contraindre à lever le secret bancaire](#). Pour commencer, le Luxembourg dispose d'un droit de veto au sein des instances de l'Union européenne, comme tout autre État membre d'ailleurs. Quand bien même ce veto ne pourrait être exercé aux termes du traité de Lisbonne, le Luxembourg pourrait obtenir des clauses d'exclusion (*opt-outs*) comme d'autres États membres en ont obtenu par le passé, notamment le Royaume-Uni. Il n'est pas illogique en effet que le Luxembourg défende un avantage concurrentiel, même modeste, ce qui n'est pas si inhabituel de la part de nos voisins, dont la France qui est le principal bénéficiaire d'une Politique Agricole Commune (PAC) qui promeut ouvertement le protectionnisme. Surtout, le Luxembourg ne serait pas seul, mais pourrait de nouveau faire front aux côtés des pays qui se sont [opposés avec lui à la mise en place paneuropéenne de la taxe sur les transactions financières](#), dont la Suède, le Royaume-Uni et la République tchèque.

À nouveau, les pays qui mènent la charge contre le Luxembourg sur le sujet du secret bancaire sont ceux qui abritent des juridictions au traitement fiscal plus avantageux en leur sein, dont certaines pratiquent d'ailleurs aussi le secret bancaire.

Au vu de ces éléments, il semble qu'il soit temps de défendre ce droit fondamental qu'est le secret bancaire pour chaque citoyen de disposer librement de sa propriété et de son droit à la vie privée, hors les cas d'activités illicites. Ce combat semble naturel pour un gouvernement mené par des libéraux, toujours en première ligne quand il s'agit de défendre les droits et libertés individuels. Il a souvent été dit que la levée du secret bancaire, dont l'impact sur les dépôts bancaires [ne fait pas exactement l'objet de prédictions catastrophistes](#), serait positive pour l'image du Luxembourg, mais au-delà de ces considérations, apparaît-il juste et sain de laisser les États accéder à ces données sans restrictions réelles ? Ces mêmes États qui se sont distingués par leur irresponsabilité fiscale et leur incapacité complète à maîtriser leurs dépenses ? Nous devons défendre le secret bancaire, rejeter l'échange automatique de données et rester droits dans nos bottes, il y va de nos droits en tant qu'individus libres.

[L'inquiétante ignorance économique de nos leaders](#)

Bernard Mooney [LesAffaires.com](#) Publié le 04/02/2014

On peut pardonner à un petit épargnant de ne pas savoir comment fonctionne l'économie et la finance. Mais c'est plus difficile d'être conciliant quand il s'agit de grands leaders.

Je vais vous mentionner deux exemples parmi tant d'autres qui m'ont frappé de leaders de notre société ayant affiché récemment leur manque de connaissances en matière d'économie. Je pourrais en mentionner de nombreux, ce qui est très inquiétant.

Durant la période des Fêtes, je suis tombé sur l'édition du *Time* dans laquelle elle consacre le **Pape François** personnalité de l'année. Je n'ai pas vraiment de commentaire quant à la qualité de ce choix (le *Time* a choisi à peu près n'importe qui et n'importe quoi au fil des ans). Par contre, les déclarations du Pape au sujet de l'économie sont renversantes.

Par exemple, le Pape déclare que les forces du marché empêchent les gouvernements d'exercer leur plein contrôle. Serait-ce son biais pour le communisme qu'on retrouve ici ? Si c'est le cas, faudrait peut-être lui rappeler que ce régime a prouvé son inefficacité, étant en plus derrière la plupart des plus grandes tyrannies de l'histoire de l'humanité. Venant d'Argentine, le Pape a un exemple édifiant de l'effet destructeur des

interventions anti-capitalistes que le gouvernement d'un pays peu causer.

Le Pape continue en critiquant l'endettement et les intérêts qui grugent le vrai pouvoir d'achat des citoyens. Ce qui est fort simpliste, car à ce que je sache, personne n'est obligé de s'endetter. Curieux qu'il ne critique pas le fait que les gouvernements s'endettent dangereusement, créant un important fardeau pour les futures générations, contre leur volonté! Cela me semble bien plus révoltant.

En fait, les critiques du grand patron du catholicisme sont naïves au possible et illustrent une ignorance crasse du fonctionnement de notre économie. N'est-ce pas inquiétant qu'un grand leader mondial comme le Pape François soit aussi incompetent lorsqu'il est question d'économie?

Plus récemment, c'est le président américain **Barrack Obama** qui a montré à tout le monde son ignorance. Dans son discours à la nation la semaine dernière, il a annoncé le lancement du *MyRa*, l'équivalent de notre REER. L'idée de base semble fort pertinente. Le président veut aider les Américains à épargner pour leur retraite. Le *MyRa* vise les travailleurs dont les employeurs n'offrent pas de régime d'épargne (comme ce qu'on appelle aux États-Unis les 401(k)).

Toutefois, l'argent versé recevrait un taux d'intérêt équivalent à une obligation d'épargne et aurait la garantie gouvernementale. M. Obama a insisté sur le fait que les épargnants ne pourraient perdre de capital.

Si l'intention est bonne, le reste est pathétique. En effet, le grand patron du monde libre (comme bien des gens appellent le président des États-Unis) devrait savoir qu'il est impossible, oui impossible de s'enrichir à long terme avec des obligations d'épargne. Après inflation, votre pouvoir d'achat diminue année après année, dans le meilleur des cas.

À moins que le but du président soit de stimuler la vente de ces obligations pour aider à financer la dette monstre de son gouvernement!

Ces leaders ont de l'ascendant sur des millions de personnes, ce qui les rend encore plus dangereux.

Bernard Mooney

P.S. Il faut dire que c'est un passe-temps répandu parmi bien de nos élites que de vomir sur le capitalisme sans vraiment savoir de quoi on parle.

La monnaie ukrainienne chute fortement face aux devises occidentales

05/02 | Les Echos

La monnaie ukrainienne a accusé une baisse marquée mercredi face aux devises occidentales sur le marché interbancaire, franchissant la barre symbolique de 9 hryvnias pour un dollar, ont rapporté des établissements de change.

En fin de matinée, sur le marché interbancaire, il était demandé 9,40 hryvnias pour un dollar, soit une hausse de 5,6 % par rapport à la clôture la veille, tandis que l'euro coûtait 12,70 hryvnias (+5,5%), selon les chiffres de la société InterBusinessConsulting cités sur le site d'information zn.ua.

La veille déjà, après des hausses similaires, le dollar était offert à 8,90 hryvnias tandis que l'euro, ayant gagné 23 kopecks, était coté à 12,03.

Alexis Tsipras réclame des annulations de dettes dans la zone euro

Par [Catherine Chatignoux](#) | 04/02 | Les Echos

Alexis Tsipras, le candidat du parti de la Gauche européenne aux élections européennes veut rompre avec l'Europe de l'austérité, et réclame une annulation de la dette.



Alexis Tsipras, 39 ans, a été désigné candidat à la présidence de la Commission européenne -
REUTERS

A défaut de mener la révolution dans son pays, c'est à l'échelle de l'Europe que le leader de l'extrême gauche grecque va tenter d'imposer ses idées. Désigné en décembre par l'ensemble des partis communistes et d'extrême

gauche européens pour être leur [candidat à la présidence de la Commission européenne](#) , le ténébreux Alexis Tsipras était mardi et mercredi à Paris pour préparer la stratégie de campagne des élections européennes. « *Les élections européennes sont très importantes pour rompre avec l'Europe de l'austérité* » affirme-t-il en espérant que les électeurs en rupture avec le système politique traditionnel sauront faire la différence entre les partis d'extrême droite populiste « *et leur discours de haine* », et les partis d'extrême gauche « *qui ne doivent plus se contenter de dénoncer les politiques des gouvernements mais proposer des alternatives crédibles* ». Le leader du parti grec Syriza a redit à ce propos hier à Paris, devant quelques journalistes, qu'il ne prônait pas la sortie de la Grèce de l'euro, encore moins sa disparition. « *Nous voulons changer le fonctionnement de l'euro, pas le supprimer* » a-t-il assuré. Pour lui la crise de la zone euro est structurelle et doit être réglée au niveau européen. « *Nous sommes pro-européen* », insiste-t-il.

Une Europe super-solidaire

L'Europe qu'il appelle de ses vœux est super-solidaire et tournerait le dos à l'austérité que prônent aujourd'hui non seulement [l'Allemagne mais aussi la France](#) , surtout depuis que le président François Hollande a promis [50 milliards d'économies](#) d'ici 2017. En soutenant le gouvernement d'Antonis Samaras, la chancelière allemande est dans le camp des anti-européens, assure-t-il, car la politique d'austérité détruit la cohésion sociale et avec elle, les chances de l'Europe de rester soudée. De leur côté, « *les socialistes sont devenus les "co-managers" du consensus néo-libéral* » a résumé Alexis Tsipras lundi, lors d'une réunion publique à Paris. Lui veut un coup d'arrêt immédiat aux politiques d'austérité, le changement de statut de la Banque centrale européenne qui doit devenir le créancier des Etats, et « *last but not least* », une annulation au moins partielle de la dette des pays de la périphérie accompagnée d'un « *New deal* » européen pour faire redémarrer durablement la croissance.

Un sommet international pour consolider les dettes

« *Schäuble vient de proposer pour la 4^e fois un nouveau prêt à la Grèce, nous n'en voulons pas. Nous ne voulons plus de prêts ni de nouvelles dettes* » lance-t-il, réclamant un sommet international pour consolider les dettes. Il

faudrait selon lui ramener la dette de la Grèce à 110 % du PIB au lieu de 170% aujourd'hui et prévoir, en outre, un financement du développement. On lui fait valoir que l'Allemagne a toujours refusé le principe d'une réduction de dette. Il répond : « *Je suis convaincu que cela arrivera car plus la dette grecque enfle, moins les créanciers ont une chance d'être remboursés.* » Est-il prêt à soutenir au sein d'une coalition l'Allemand Martin Schulz, candidat des socialistes européens à la présidence de la Commission européenne, si cela permet de battre le candidat de droite ? Il hésite, apparemment, et assure que pour l'instant sa priorité est de rallier le maximum de députés sous sa bannière.